



Nationalisme et anarchisme p. 2

Le Couac fait la job du Devoir et publie dans sa page «Idées» une controverse entre Pierre Falardeau et la NEFAC...



Le coin du masochiste p. 4

Claude G. Charron, le Maso Lamothe du Couac, s'est encore tapé les éditoriaux de The Gazette pour vous.



À propos de l'Irak p. 5

Jean Bricmont nous envoie quelques remarques sur la violence, la démocratie et l'espoir.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 8 • n° 09

Juin 2005

3,50\$



Les Zapartistes un ver dans les fruits de l'empire

LES ZAPARTISTES sont à peu près les seuls humoristes québécois à s'inspirer de l'actualité politique. On parle parfois d'eux comme de dignes descendants des Cyniques, ces célèbres humoristes qui ont contribué au décoinement du Québécois moyen et à son émancipation face à la société duplessiste. Avec leurs numéros sur la division de la gauche, des chansons aussi cyniques que celles de la Chorale du Conseil du patronat, ou un spectacle pédagogique comme *Les Zapartistes contre l'empire*, le groupe cherche-t-il à mobiliser la gauche québécoise? Avec leur nom inspiré de la lutte des indiens du Chiapas, les Zaps sont-ils des activistes ou des humoristes? *Le Couac* a voulu savoir et a rencontré François Parenteau, François Patenaude et Christian Vanasse pour discuter de la question. Et vous laissez juger de la réponse.

Le Couac: Contrairement à vos confrères humoristes qui font la Une des journaux à potins et qui puisent leur inspiration dans la banalité du quotidien, votre humour est essentiellement politique. Vous définissez-vous d'abord comme activistes ou comme humoristes?

François Parenteau: Si on se limite au format ou au contenu, on est des humoristes. Par contre, on a fait nos premiers spectacles à l'Aperté, où le public était pas mal conscientisé, à gauche, militant, altermondialiste et tout. On fréquentait ces gens-là et parfois on trouvait qu'il y avait quelque chose de pompeux, de démagogique, de dogmatique dans ces discussions, que ça devenait un peu de la masturbation intellectuelle. On a pensé que ce serait bien de mettre de l'humour là-dedans. On n'a pas voulu amener le militantisme vers l'humour, mais plutôt mettre un peu d'humour dans le militantisme. [...] Personnellement, à la base, je suis un militant. Notre mode d'expression est l'art, je suis donc un artiste militant.



Pochette de l'album *Les abominables Cyniques en spectacle (1966)*.

Le Couac: Voyez-vous l'humour comme un moyen d'action politique?

François Patenaude: Au départ, les Zaps c'était pour notre propre santé mentale. Puis on s'est rendu compte que ça faisait du bien aussi aux autres. Je pense que, d'une part, on est là pour soutenir le moral des militants et, d'autre part, pour faire ce qu'on pourrait appeler de «l'éducation populaire», en parlant de certains sujets sérieux par le biais de l'humour à un public qui ne fréquente pas nécessairement les cercles militants de la gauche.

Le Couac: Croyez-vous que cette éducation populaire puisse avoir une portée réelle?

Christian Vanasse: Notre action est très limitée, dans le sens où on propose notre propre vision des choses, on donne notre opinion, on n'incite pas les gens à prendre les armes ou à faire la révolution. On ne veut pas être des leaders politiques, on n'est pas affilié à aucun parti politique. Notre *job* c'est d'être sur scène et d'exprimer nos opinions et notre esprit critique. [...] Dans notre manifeste, on dénonce beaucoup, mais on fait aussi des propositions.

F. Patenaude: On est seulement le point de départ. C'est aux gens à faire le reste, à s'informer, à aller chercher plus loin. Mais ce n'est pas automatique: ce n'est pas parce que tu viens voir un spectacle des Zaps que tu deviens militant. Mais des fois, il en reste un petit quelque chose.

F. Parenteau: Le ver est dans le fruit, nous sommes le ver dans le fruit.

Le Couac: Vous êtes à peu près les seuls à faire de l'humour politique

au Québec. Sentez-vous une certaine pression, car on vous compare pas mal aux Cyniques. La pression d'avoir une mission sociale?

C. Vanasse: La pression, non. On reçoit des courriels qui disent: «votre show, c'est pas mal blanc, mâle hétéro-



On compare souvent les Zapartistes aux Cyniques. Grâce à la magie de l'électronique, *Le Couac* a recréé le pique-nique au cimetière Côte-des-neiges, photo célèbre des Cyniques. De gauche à droite: François Parenteau, Christian Vanasse, Nadine Vincent et François Patenaude.

sexuel... » So? On est des blancs mâles hétéro... Comme si on devait refléter tous les groupes sociaux dans nos sketches. On s'est donné un rôle: apporter de l'humour dans le militantisme. Et tout à coup, on nous investit d'un autre rôle qu'on ne s'est pas donné. Pourquoi faudrait-il avoir dans nos sketches absolument des femmes, des immigrants, des handicapés? On parle d'abord de ce qu'on connaît et de ce qu'on vit.

Le Couac: Peut-on penser qu'un jour les Zaps deviennent porte-parole d'une organisation, comme par exemple Tomas Jensen qui s'est associé à Greenpeace?

C. Vanasse: On y va plutôt au cas par cas, on accepte des causes qui nous intéressent et qui vont dans le sens de nos opinions. On prêtera notre image ou notre nom à un événement, par exemple. Ou bien on permettra l'installation d'un kiosque à l'entrée de la salle de spectacle. Mais on n'ira jamais appuyer

un candidat précis ou un parti politique spécifique.

F. Parenteau: En tout cas pas en tant que groupe, mais en tant qu'individu, ça peut être différent. Par exemple, pour un événement avec lequel j'étais d'accord, j'ai dit oui à titre personnel.

C. Vanasse: Il y avait eu des discussions dans le groupe et on n'était pas tous d'accord. Il y a plusieurs tendances et opinions politiques, dans les Zaps. Ce qui est intéressant, c'est qu'on essaye le plus qu'on peut de refléter ces divergences-là dans notre travail. C'est aussi ça le défi de la gauche: rassembler le plus de monde possible sur un plan commun. Dans le détail, il peut y avoir des divergences mais sans que ça empêche le fonctionnement global et l'avancement de la cause. On a un sketch là-dessus, qui s'appelle *l'Unité de la gauche*, sur le fait que les gens se disent: «moi je ne participe pas à cette organisation ou ce projet parce que c'est trop ceci ou trop cela.»

Voir page 8: Zapartistes

On peut parler d'agression

AU TEMPS DE MA PREMIÈRE JEUNESSE, il y avait un mot tout à fait courant pour désigner de coriaces ennemis des Canadiens français: on les appelait les *mange-canayens*.

Or pareille mentalité hostile, quoique moins ostensiblement agressive aujourd'hui, semble revenir, indirectement, à travers les institutions. Je ne parle pas de conspiration. Je parle d'un courant, d'une mouvance, consécutifs au référendum manqué et manifestant un esprit de domination ressurgi.

Dans un article intitulé «La mort lente (et planifiée) du Programme français de l'ONF», paru le 17 mai dans *Le Devoir*, Marie-Claude Loiselle dénonce avec force une décision visant à centraliser «tous les services des programmes français et anglais» de l'Office national du film, décision abolissant par le fait même la «structure bipartite» obtenue «après maints combats» en 1964 par les cinéastes francophones. C'est le retour rampant à la situation d'avant la Révolution tranquille et à la domination sans complexe de l'administration dans ce milieu.

Ce qui se passe à Radio-Canada depuis quelques années est plus révélateur encore. Avec une morgue extrême, un Sylvain

Lafrance a entrepris de dévaster le réseau français de la radio de la SRC en réduisant sa programmation culturelle à l'insignifiance, comme tout le monde le sait aujourd'hui. Lisez à ce sujet *Contre une radio sans culture*, articles récemment réunis de Jacques Sénécal, Victor-Lévy Beaulieu, Robert Lévesque, André Major et Jean Portugais, une sorte de manifeste.

Il y a, vous dis-je, un courant, une mouvance. Cela se raccroche à une réaction beaucoup plus large. Il est très important de s'en rapporter aux mouvements réactionnaires de fond pour expliquer ces événements ponctuels. Autrement l'on fait du journalisme à la petite semaine.

Ce qui se passe à l'ONF et à Radio-Canada relève de visées et d'une perfidie parallèles à celles de l'initiative des commandites. Il en va de même pour l'arrogance politique centralisatrice d'Ottawa, pire que jamais. Les sources de ces divers événements ne sont pas fondamentalement différentes. Tout cela est énorme, ayant pris des proportions dont on s'étonne qu'ensemble elles n'alertent pas davantage l'opinion publique, l'opération commandites ne représentant qu'un aspect d'une politique bien plus développée et diversifiée.

Ces choses ne s'expliquent pas seulement comme phénomènes superficiels et séparés. Elles s'expliquent par les profondeurs. Mais c'est ce qu'on néglige. Il existe des intelligences muettes et allant de soi au fond des événements. Il importe d'en tenir compte. C'est à un monde que l'on fait face et pas seulement à quelques politiciens ou à des administrateurs. Ce qui se passe au Canada contre les desseins d'autonomie du Québec n'est pas sans parenté ni raison commune avec la réaction qui s'exerce sur les continents. Les États-Unis ont aussi une politique concernant le Québec, n'est-ce pas?

La Réaction est universelle. Les mêmes causes produisent les mêmes effets ici comme ailleurs, bien qu'adaptés aux conditions locales. Il n'y a pas nécessairement de liens délibérés entre ces causes, mais il y a d'essentielles coïncidences.

Le Québec est rentré dans une phase où les obstacles contre lui se multiplient à nouveau et résolument. On peut parler d'agression. Il y a de cela beaucoup d'indices concomitants et significatifs. Dont Charest, à l'évidence. J'allais l'oublier celui-là...

PIERRE VADEBONCOEUR

Recyclage

Vieille farce communiste recyclée: Il paraît qu'en Irak, les soldats américains patrouillent à trois. Le premier sait lire, le deuxième sait écrire, et le troisième surveille ces deux dangereux intellectuels.

Question de bon sens

Le 23 mai dernier, Maher Al-Kharraz, un chef du Hamas, a appelé les États-Unis à «présenter des excuses et à punir ceux qui ont souillé le Coran. Profanation aujourd'hui, un autre 11 septembre demain». En entrevue au *Couac* récemment, Al-Kharraz aurait ajouté: «On peut bien torturer et tuer des prisonniers afghans à Guantanamo, mais de là à profaner le Coran, il y a une limite à ne pas franchir.»

I D É E S

UN DÉBAT HAUT DE GAMME

La question nationale ou les luttes sociales?

Comme vous le savez, *Le Couac* est un collectif de bénévoles qui produit chaque mois depuis plus de sept ans un journal indépendant d'information, d'idées, d'opinions et de satire. Les membres du collectif de bénévoles du *Couac* s'entendent sur les grandes orientations « de gauche » du journal, mais ils sont loin de partager dans le détail les mêmes opinions politiques. Cela occasionne des débats, parfois houleux, qui permettent à chacun de raffiner sa position au contact de celle des autres. Voilà une saine pratique qui devrait être au cœur de toute société démocratique, mais qui fait si souvent défaut à la nôtre. C'est en vertu de ce principe que nous publions ici la deuxième partie d'un long texte que nous a fait parvenir Pierre Falardeau, texte qui n'a vraiment pas fait l'unanimité dans le groupe mais qui, si l'on en juge par

les longues discussions qu'il a provoquées, incite à débattre.

Le texte de Falardeau a été écrit en réponse à un article de Michel Nestor intitulé « Portrait de l'extrême droite au Québec » et publié dans le numéro 4 (été 2004) de la revue *Ruptures*, éditée par la Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC). Nous reproduisons en bas de page l'extrait de cet article qui a soulevé la colère de Falardeau. Comme nous doutions que *Le Devoir* accepte de publier la lettre ouverte du cinéaste, écrite dans son style le plus pur, nous avons décidé d'ouvrir temporairement une section idées dans notre petit journal afin de faire partager au gentil lecteur la hauteur des arguments que peut parfois soulever la question nationale.

LE COUAC

Ski-se-dit
et
Ski-veulent-
bien-nous-dire
à Val-DavidJEAN-PIERRE CHARCE
Citoyen de Val-David

Le 12 avril dernier, Catherine Baïcoianu, ex-rédactrice en chef du journal *Ski-se-dit* (Val-David) fut déboutée par la Commission québécoise des relations du travail: elle avait simplement demandé à ce tribunal de la réhabiliter en emploi à la suite d'un congédiement abusif, il y a plus d'un an. Ce congédiement a été orchestré par la direction et certains membres du CA du journal. Madame Baïcoianu n'avait pourtant qu'essayé de rendre ce journal plus ouvert sur le monde, plus communautaire — sa vocation première — en offrant une large place aux lecteurs pour qu'ils puissent s'y exprimer, et en informant librement les citoyens sur des sujets souvent délicats. Je pense entre autres à la problématique des camions sur la Montée Gagnon et au douloureux sujet du parc Dufresne.*

Madame Baïcoianu ne faisait pourtant que rendre compte des faits, poser des questions, interroger, ce qui parfois donnait matière à débats. Quoi de plus normal dans un pays qui se veut démocratique et dans un village où sont passés tant d'artistes? Elle a fait ce que fait tout bon journaliste qui se respecte. Ils sont rares de nos jours, trop souvent à la solde de gens de pouvoir et de la grosse finance, corrompus.

Mais tu n'es pas de ceux-là Catherine. Je me souviens qu'un jour tu m'avais parlé de ta grand-mère qui, dans sa Roumanie natale, avait osé défier par ses écrits le dictateur en place à l'époque. Elle t'a certainement transmis sa hardiesse et sa fougue et comme elle, avec ta plume, tu savais trouver les mots justes pour parler sans détour de sujets controversés. Rassure-toi Catherine, tu as laissé ton empreinte dans ce village que nous partageons et que nous aimons tous: les gens de Val-David s'expriment non plus dans le *Ski-se-dit* (Ski-veulent-bien-nous-dire...) mais via Internet et d'autres médias. La liberté d'informer n'est pas morte même si elle est parfois bafouée. Merci pour ton courage et tes services rendus à ta communauté.

* Le Parc Dufresne, à Val-David, recouvre le lieu dit Guindonville, où les habitants de sept maisons furent expropriés à l'été 2003, leurs maisons détruites pour construire une guérite et un stationnement qui devaient ouvrir l'accès à un parc naturel qui ne verra jamais le jour. NDLR.

Falardeau et Gagliano

Lors de l'interview qu'accordait Pierre Falardeau à l'émission «En attendant Ben Laden», du 16 mai, on lui a demandé ce qu'il pensait d'Alfonso Gagliano, l'un des principaux acteurs (j'allais écrire «penseurs», mais passons) derrière les commandites fédérales. Je me serais attendu à ce que Falardeau ne mâche pas ses mots à son endroit, bref, qu'il lui passe tout un savon, ce qui aurait fait le plus grand bien. Au lieu de quoi il l'a gentiment qualifié de «sympathique». Était-ce ce qui avait de plus pertinent à dire sur l'inquiettant personnage?

Pierre, Pierre, mon ami, mon frère, on t'aime beaucoup, mais c'est après l'émission que tu aurais dû «caler» ta grosse «Mol», pas avant.

Sylvio Le Blanc

Erratum

Dans la *Lettre ouverte à Benoît XVI*, j'ai parlé de la béatification, par Jean-Paul II, de Pie XII, décrit comme le pape qui aurait fait son chemin de croix gammée. C'était anticlérical. Si Benoît XVI semble avoir l'intention de béatifier Pie XII, c'est Pie IX que Jean Paul II a béatifié. *Mea culpa*.

Ceci dit, associé à l'obscurantisme et à l'antisémitisme, Pie IX était pas mal non plus. En 1864, il publie le *Syllabus*, charge en règle contre les erreurs du monde moderne: rationalisme, scientisme, socialisme, libéralisme. Le document rejette en outre la liberté de cultes non catholiques, la liberté de la presse, la séparation de l'Église et de l'État, la liberté d'association. En 1870, il décrète «l'infalibilité pontificale». Un autre Saint Homme, en somme.

NORMAND BAILLARGEON

Delirium Tremens

PIERRE FALARDEAU
Cinéaste nationaliste

[...] C'est bien la première fois de ma vie qu'on me traite de «bonehead». Dans l'Ouest canadien, on m'a comparé à Hitler et à Saddam Hussein. Récemment, Don MacPherson, le formidable penseur de la Gazette, me traitait de fasciste, de raciste et de xénophobe. Il me trouvait aussi mal habillé, mal rasé et malpropre. Mais «bonehead», j'avoue que c'est assez nouveau. Presque poétique. En prime, j'ai même droit à ma photo genre Allô-Police, gracieuseté des petits indicateurs de la NEFAC qui dénoncent aussi Québec Radical «un groupe de jeunes catholiques intégristes et des païens proches de la scène black-métal national-socialiste». Plus dangereux encore est le groupe qui publie la revue *Aquila* «une publication national-bolchévique inspirée des écrits du penseur fasciste italien Julius Evola». Tabarnak, y'en a qui sont perdus sérieusement! Nos preachers anarchistes devraient pas mélanger le Prozac avec le Largactil. C'est dangereux pour le cerveau. Ça pourrait provoquer des *Ruptures* d'anévrisme. «La revue *Aquila* est diffusée par un militant du Parti communiste révolutionnaire connu pour ses sympathies ultra-nationalistes». Un mutant sans doute avec deux têtes et trois bras qui fait de la figuration dans le film de peur des évangélistes du Nord-Est. Autre figurant de ce film surréaliste, le groupe des Affranchistes «qui se définissent comme des anarcho-identitaires avec une approche ethno-différentialiste et anti-mondialiste». On dirait le délire d'Alfred Jarry! Vous sniffez du Ajax avant d'écrire? Vous vous crinquez au M. Net?

Mais de tous ces nazis de comédie musicale, les plus dangereux sont sans doute les militants de la revue *Franç*

Parler qui «vend les œuvres de Robert Dun, un militant anarchiste passé au national-socialisme». Comme on le voit, l'anarchisme à deux sous mène vraiment à tout. Même au national-socialisme. Un anarcho-nazi! Faut le faire non!

Et le pseudo anarchisme d'inspiration nouillorquaise mène directement lui à l'anarcho-colonialisme canadien et à l'anarcho-impérialisme américain. Cette petite revue de science-fiction politique sent le chien policier à plein nez. Elle sent le cheval de la police montée à 100 milles à la ronde. Elle pue des pieds comme les agents de la CIA.

Il y a vingt ans, la Royal Canadian Mounted Police, s'inspirant en cela des services secrets britanniques en Irlande du Nord, nous faisait le même coup avec ses staliniens bilingues de McGill et ses maoïstes biculturels de Concordia. On va quand même pas se faire fourrer une fois encore avec des pissettes molles. On va pas se faire faire le coup une deuxième fois avec des supposés révolutionnaires de carnaval déguisés en frères Dalton de l'anarcho-crétinisme. Sous le foulard noir on devine sans peine le visage des provocateurs. Et sous le capuchon noir on voit dépasser le chapeau pointu de la Police montée.

Des petits crosseurs, même anarchistes, ça reste des petits crosseurs. Des crosseurs de poules mortes qui me font profondément anarchier. Et ils osent nous traiter de racistes et de xénophobes, ces anarcho-évangélistes, comme le font exactement les anarcho-libéraux de Power Corporation.

Le peuple québécois subit le racisme de ces gens-là depuis 244 ans et ces petits anarcho-crosseurs ont le culot de nous

traiter nous de racistes. La seule race que je déteste c'est la race des vendus qui nous poignent dans le dos, la race des salopards qui font le sale travail des boss du Conseil de l'Unité canadienne, la race des fiers-à-bras pseudo-progressistes qui ne servent en fait que le pouvoir du plus fort. Moi qui professe un anti-américanisme plus que primaire, je déteste jusqu'au plus profond de mon âme d'homme colonisé, toute cette race de petits Américains blancs, blonds, roses et boutonneux qui prétendent venir nous donner des leçons de politique. Qu'ils soient anarchistes, maoïstes, écologistes, évangélistes, bouddhistes ou féministes ne changent rien à l'affaire. On a déjà nos propres vendeurs de jus de carottes naturel, nos propres joueurs de tam-tam épileptiques, nos propres amateurs de tampax au tofu biologique et nos propres défenseurs de bébés phoques sans OGM. Pas besoin de supporter en plus des colporteurs américains de petit catéchisme anarcho-trudeauiste et autres anarcheries du genre.

En Amérique du Sud, les yankees exportent des pentecôtistes pour écraser la révolte des peuples. Ici dans le Nord-Est ils nous envoient des Témoins de Jéhovah déguisés en anarcho-fédéralistes, bilingues en plus. Après les Mickey-Mouse-à-marde, les McDonald-à-marde, voici les esties d'anarchistes-à-marde. C'est Lénine, je crois bien, qui parlait de maladie infantile du communisme. Dans le cas de la NEFAC et de *Ruptures*, on ne peut même pas parler d'infantilisme. Ça va plus loin. On est devant un cas grave de fausse-couche intellectuelle. Cette pensée ressemble comme deux gouttes d'eau à un fœtus mal formé nageant dans le formol, à un avorton monstrueux dans un bocal du musée des horreurs.

Le problème, messieurs les «shit-heads» manqués, avec l'anarcho-crétinisme, ce n'est pas l'anarcho, c'est le crétinisme. Vous êtes une honte pour les anarchistes morts pour la liberté des peuples.

UN EXTRAIT DE
Portrait de
l'extrême-droite au QuébecMICHEL NESTOR
Communiste libertaire

Le MLNQ

«Le PQ est accusé injustement d'être raciste et xénophobe par ses ennemis, alors qu'en réalité c'est un parti multiculturel ethnomasochiste. Au MLNQ, nous dénonçons le multiculturalisme et les excès de l'immigration depuis notre fondation». L'homme qui s'exprime ainsi est nul autre que le président du Mouvement de libération nationale du Québec, l'ex-felquiste Raymond Villeneuve. Créé en décembre 1995 dans la foulée de la victoire du Non au référendum, le MLNQ se présente comme une coalition regroupant des citoyens de toutes les classes sociales et de toutes les opinions politiques prêts à combattre par tous les moyens «l'impérialisme canadien» et ses alliés «fédérastes» en territoire québécois. L'organisation est sans aucun doute l'un des principaux vecteurs de l'extrême droite au Québec, notamment à cause de sa grande visibilité médiatique et de la notoriété publique de certains de ses sympathisants, comme le cinéaste Pierre Falardeau (11).

Officiellement ni de gauche, ni de droite, le MLNQ réclame pourtant depuis sa création un moratoire sur l'immigration. Les pages de son bulletin mensuel (*La Tempête*) débordent de commentaires et de caricatures racistes, antisémites et anglophobes. Ainsi, le leader partition-

niste Howard Galganov apparaît constamment affublé d'une étoile de David, ce qui n'est pas sans rappeler le «marquage» identitaire pratiqué par les nazis pendant les années '30 et '40. Pourquoi une telle obsession autour de la question de l'immigration? Pour le MLNQ, les immigrants qui refusent de s'assimiler sont une menace constante à la survie du peuple québécois: «les autorités canadiennes d'aujourd'hui se servent du Québec comme une poubelle pour l'Empire britannique. On tente de nous faire disparaître en nous mélangant et en nous anglicisant. Nous sommes d'abord des Français d'Amérique et non ce que certains appellent des citoyens du monde».

Si certains éléments d'extrême droite, comme Paul Biron ou Yves Ménard [...], se retrouvent dès le début dans l'organisation qu'il dirige, Villeneuve en vient à courtiser activement des néo-nazis pour qu'ils s'impliquent dans son mouvement. C'est notamment le cas des Fils de Vinland (FdV), un regroupement de boneheads (13) implanté à Sherbrooke, Montréal, Trois-Rivières et Québec. Pour les FdV: «Le nationalisme révolutionnaire est et sera toujours la lutte pour la conservation et l'édification de notre caractère racial». C'est un membre des

FdV qui a mis en ligne le site «la droite nationaliste» [...].

Le MLNQ et les Fils de Vinland vont collaborer sur divers projets. Une entrevue de Villeneuve, publiée dans le fanzine des FdV, se retrouve dans *La Tempête*. Une campagne contre «le racisme anti-québécois» est menée conjointement en 2000, les FdV fournissant un support sur internet. Ce processus de fusion ne se fait pas sans heurts. Une bonne partie de l'aile gauche du MLNQ quitte ainsi l'organisation, poussée vers la porte par Villeneuve lui-même. [...] Les FdV cessent toute activité en mars 2001. Pendant que les plus jeunes rejoignent le MLNQ, d'autres abandonnent l'action politique.

(11) On retrouve Pierre Falardeau dans plusieurs rassemblements du MLNQ, dont à la manifestation organisée le 1^{er} juillet 2003 contre la fête du Canada sur la terrasse Dufferin à Québec.

(13) Le terme «bonehead» sert à distinguer les néonazis au crâne rasé des «véritables» skinheads. Contrairement à ce que les mass-médias ont pu en dire, les skinheads sont à l'origine un mouvement foncièrement anti-raciste, regroupant de jeunes prolétaires noirs et blancs épris de musique jamaïcaine [...].

Pour en savoir plus sur la NEFAC et sur leur position sur le rapport entre la question nationale et les luttes sociales, consultez leur site web au <http://clac.taktic.org/fr/index.php?section=5&subsection=0>

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone : (514) 596-1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau • Vice-président à l'information et éditeur adjoint : David Ledoyen • Co-Rédacteurs en chef : Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Marco Silvestro • Collaborateurs : Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jean Brimont, Claude G. Charron, Clode De Guise, Francis Dupuis-Déri, Fablier D'Messes-Basses, Jean-François Mercure, Anne Migner-Laurin, Michel Rioux, Jacques Sénécal, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse. • Illustrations et photos : Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Charlotte Lambert, Marco Silvestro, Sniper, Richard Suicide, Ramon Vitesse. • Graphisme : France Mercier, Charlotte Lambert • Imprimé par : les travailleurs et travailleuses syndiqués de Payette et Simms inc. • Distribué par : Messageries de Presse Benjamin Inc. • Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* pour sa collaboration. • Abonnement et publicité : lecouac@vif.com (514) 596-1017. ISSN 1480-2074. N° de publication (Poste Canada) 1213369 Imprimé au Québec • Vous voulez collaborer au Couac? Vous pouvez nous faire parvenir vos textes/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: www.lecouac.org



Pour une grande cause

Les hommes, lassants à voir dans les manœuvres de l'ambition, combien sont-ils attirants dans l'action pour une grande cause!

— D. Gaulle, Mémoires de guerre

CELA SEMBLE DE BON ALOI AUJOURD'HUI de confondre la poursuite de ses ambitions, et en conséquence de ses intérêts, avec la défense d'une grande cause. Chaque jour apporte son lot d'exemples à cet égard, tant chez les personnes que chez les États.



Ainsi, quand la cause consiste ni plus ni moins à sauver le Canada, on ne lésine pas sur les moyens. Le récent vote tranché aux Communes par le président de la Chambre en témoigne.

Le député Chuc Cadman, de B.C., qui combat un cancer en rachat de la Chiclet's — rouge sans doute, — justifié son vote en faveur des libéraux en disant que le pays était en danger. Pas un mot sur le fait qu'il en devait une à Stephen Harpe qui l'avait écarté au moment de choisir un candidat, le jugeant trop à droite... Candidat indépendant, il a été élu. En voilà un qui a compris que la vengeance est un plat qui se mange froid.

Mais en sauvant les libéraux, il a permis que soit adoptée la loi sur les conjoints de même sexe, qu'il combattait hier encore avec cette ardeur que les extrémistes savent mettre à ostraciser les minorités.

Pour cet abbé Raymond Gravel, par contre, le parcours fait à l'envers. Dans une lettre à La Presse, celui qui se dit « souverainiste dans le cœur et dans l'âme » annonce son intention de voter libéral. Pourquoi? « On risque de faire élire un parti d'extrême-droite à Ottawa qui refusera d'aller de l'avant avec le projet de loi du Parti libéral sur la redéfinition du mariage par exemple! Ce sera toute une avancée pour la minorité homosexuelle au Canada! » Je veux bien admettre que le mariage gai soit une grande cause, quoique je réfléchisse encore à cette bouffée de Bourgault, qui s'indignait de ce que

les homos veillent en tous points imiter les hétéros. Mais comme dans d'autres cas, je crains ces abbés Gravel, défenseurs d'une seule cause.

Le cas de Carolyn Parrish est différent. Exclue du Parti libéral sans ménagement pour avoir manqué de respect à l'endroit des États-Unis, elle a eu cette phrase historique après avoir ressenti de la douleur dans le bas-ventre, quelques heures avant le vote. « Je ne laisserai pas un ovaire faire tomber le gouvernement! » Sauf que la chute du gouvernement aurait aussi signifié la sienne, car elle n'avait aucune chance d'être réélue. Ici encore, grande cause et ambition personnelle se confondent allègrement.

Admettons que ce n'est pas à la portée de toutes de faire deux cocus d'un seul coup. Belinda Stronach aura réussi ce coup fumant en soutenant qu'elle ne pouvait vivre avec l'idée que le Canada éclate, ce qui aurait été le cas selon elle si les libéraux avaient perdu leur vote. Rarement grande cause et ambition personnelle auront été confondues comme ce fut le cas avec ce geste plutôt disgracieux. Cette milliardaire qui a les moyens de s'acheter toutes les voitures du monde est descendue bien bas pour se

payer une limousine. Et celles qui soutiennent que l'arrivée d'un plus grand nombre de femmes apporterait davantage de morale en politique ont trouvé ces temps-ci matière à réflexion, pensez pas?

Ce sont cependant les Étatsuniens qui conservent la palme dans cette course à la mauvaise foi occultée par une bonne cause. Chaque jour apporte d'autres preuves d'un comportement proprement schizophrène, quand c'est drapé dans l'étendard de la démocratie qu'on tue, qu'on torture, qu'on corrompt. Avant-hier, c'était Abou Ghraib, hier Guantanamo, aujourd'hui l'Afghanistan où, selon ce qu'en racontait le New York Times du 22 mai, l'armée étatsunienne a camouflé la mort de deux Afghans aux mains des soldats qui les torturaient.

Mais tout cela est fait pour une grande cause et vaut bien quelques dommages collatéraux, s'pas!

Quand il publia *Spectacles*, en 1951, Jacques Prévert ne savait évidemment pas ce qui allait survenir 50 ans plus tard. Mais il voyait loin. En témoigne ce dialogue:

— Qu'est-ce que cela peut faire que je lutte pour la mauvaise cause puisque je suis de bonne foi?

— Et qu'est-ce que ça peut faire que je sois de mauvaise foi puisque c'est pour la bonne cause?

MICHEL RIOUX

Un scandale presque aussi grave que les commandites

CELA S'APPELLE ACHETER LES CONSCIENCES. C'est une des formes les plus graves de la corruption politique. C'est par ce procédé multiforme que le gouvernement Martin a sauvé sa peau. Au prix de milliards de dollars des fonds publics jetés ici et là, il n'a gagné qu'un peu de temps. Après avoir pris ses distances de son prédécesseur Jean Chrétien, Paul Martin s'en est ainsi révélé un parfait ému. Les commandites aussi tentaient d'acheter les consciences. Dans ce cas, le secret, les enveloppes brunes et les mallettes pleines de billets de banque ajoutaient à la gravité des crimes.

On comprend mal l'indulgence de certains devant ce nouveau scandale. Ainsi, le directeur du *Devoir*, Bernard Descôteaux, dans son premier-Montréal du 20 mai, reproche aux libéraux d'avoir « perdu le sens de l'honneur », mais voit surtout qu'il « faut leur reconnaître au moins ce mérite: les libéraux sont d'habiles tacticiens ». Ce sont plutôt des tricheurs, et il n'y a là aucun mérite.

Il y a tricherie aussi dans la honteuse combine entre Martin et la députée Stronach. Une conversion honorable aurait mené celle-ci à l'arrière-banc libéral et non pas au conseil des ministres. Il serait intéressant d'interroger là-dessus les simples députés libéraux et les autres ministres.

Malgré tous ses efforts, au prix de milliards puisés dans nos poches et lancés à droite et à gauche dans sa tournée pan-canadienne, Martin n'a pas vraiment gagné le vote de confiance. Les pour et les contre étaient à égalité. Le vote du président des Communes n'était pas libre. Il était commandé par la tradition. C'était match nul. Pas de quoi se vanter.

PIERRE DE BELLEFUILLE

Achetez immédiatement la poupée

ACHETEZ-LA!

*Version française non-incluse.

ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

L'antiféminisme du congrès Paroles d'hommes

Hurler avec les loups

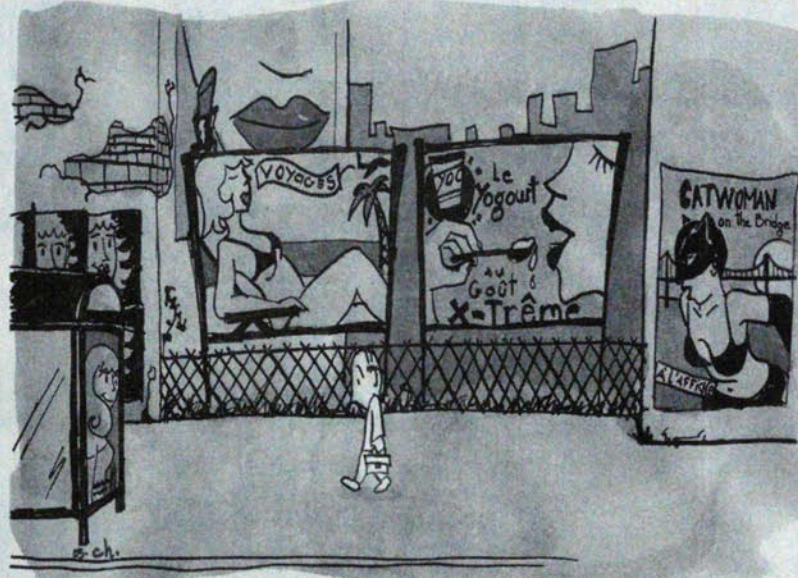
PAR FRANCIS DUPUIS-DÉRI

LA «CONDITION MASCULINE» est un sujet à la mode au Québec, où l'on entend que les femmes ont régressé de telles avancées qu'elles domineraient aujourd'hui les hommes. Une méthode toute simple permet de savoir qui d'un groupe ou d'un autre occupe une position dominante dans une société: il suffit d'observer qui se retrouve en majorité dans les lieux de pouvoir politique, économique et culturel.

C'est notre groupe — les hommes — qui est encore largement majoritaire dans les métiers les plus prestigieux et rémunérés, ainsi qu'aux commandes de l'État, des grandes entreprises, des banques, des universités et des grands médias. Et c'est sans compter l'inégale répartition du travail domestique, l'exploitation et la violence sexuelles, les problématiques spécifiques aux femmes autochtones et immigrantes, ainsi que la présence écrasante des hommes dans les sphères internationales de pouvoir. Bref, le féminisme ne serait pas « allé trop loin », mais plutôt pas assez...

Or bien des hommes préfèrent nier cette inégalité si criante, et choisissent de s'intéresser à des cas individuels et d'adopter un discours psychologisant, ce qui leur permet de prétendre que l'homme est en « désarroi » et qu'il s'agit là d'un problème dont toute la société devrait se préoccuper.

C'est la stratégie privilégiée par le congrès Paroles d'hommes qui s'est tenu à Montréal du 22 au 24 avril. Des psychologues, sexologues et pédagogues s'y retrouvaient pour attaquer les féministes qui auraient saboté « l'identité masculine ». Ce congrès survient d'ailleurs à



— Les femmes prennent de plus en plus de place de nos jours...

une époque où le féminisme est régulièrement discrédité dans les médias qui privilégient, entre autres, les voix de femmes et d'hommes regrettant les « excès » du féminisme.

Présidant le congrès, le psychologue et sexologue Yvon Dallaire explique qu'hommes et femmes doivent redevenir « complémentaires », une idée qui confine toutes et chacun à des fonctions « naturelles » et hiérarchisées, l'homme jouissant de privilèges et laissant à la femme un rôle d'auxiliaire. Comme l'ensemble du mouvement « masculiniste », M. Dallaire s'en prend d'abord aux féministes, ne cesse de blâmer les femmes et de soustraire les hommes à la responsabilité de leurs actes, même les plus égoïstes et violents.

L'homme devrait-il prendre en considération le plaisir sexuel de la femme? Pas vraiment, selon le sexologue, qui maintient dans son livre *Homme et fier de l'être* que « c'est parce que les femmes "souffrent" d'orgasme retardé que les hommes "souffrent" d'éjaculation "précoce" ». L'homme est-il responsable lorsqu'il bat des femmes? Pas nécessairement, laisse-t-il entendre, puisqu'il y aurait « toujours deux victimes dans les cas de violence conjugale ».

Si l'on suit le raisonnement, la femme serait « co-responsable » lorsque l'homme la massacre à coups de poing, parce qu'elle aurait exercé sur son agresseur une violence psychologique d'égale amplitude à la violence physique qui s'abat sur elle. Les répercussions d'une telle déresponsabilisation des hommes sont désastreuses pour les femmes.

Alors que la lutte féministe doit se poursuivre dans l'espoir d'atteindre l'égalité, une bourrasque réactionnaire menace de faire reculer le terrain hier durement gagné. Les masculinistes sont aveugles aux inégalités qui affectent encore les femmes aujourd'hui.

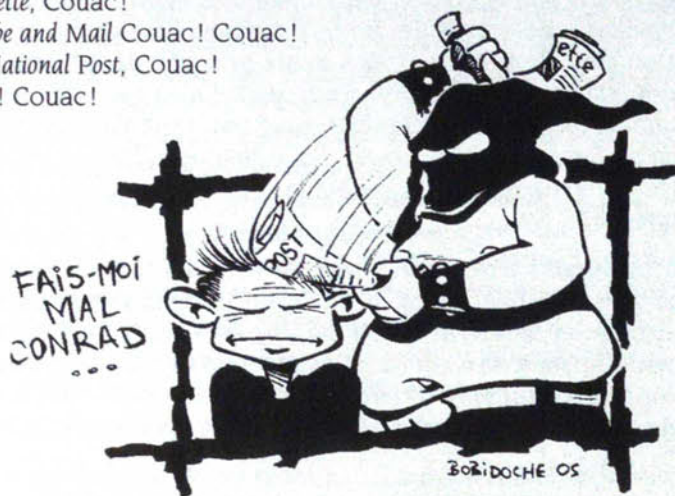
La lutte féministe sera encore et toujours discréditée, ridiculisée et taxée de « radicalisme extrémiste ». L'intellectuelle Christine Delphy remarque avec justesse qu'« en tant que féministe, je sais que la révolte des dominées prend rarement la forme qui plairait aux dominants. Je peux même dire qu'elle ne prend jamais une forme qui leur convient. Ce que les dominants attendent, c'est qu'on demande ses droits poliment, et si on ne les obtient toujours pas, [...] qu'on fasse comme si de rien n'était. »

L'égalité réelle se fait toujours attendre. Même en démocratie libérale, l'égalité ne s'obtient que par la contestation et la lutte... D'autres féministes rêvent même d'un monde sans hiérarchie aucune. Dans tous les cas, seule une égalité réelle dans les sphères politique, économique et culturelle peut mettre fin au conflit entre les sexes et c'est le mouvement féministe — et non les masculinistes — qui montre la voie vers cette égalité. Revaloriser une identité masculine « virile », discréditer le féminisme et les femmes ou hurler que les hommes sont victimes des femmes n'a rien à voir avec une quête de l'égalité: ce sont des stratégies qui constituent autant de machines de guerre des hommes contre les femmes.

DESSIN: CHARLOTTE LAMBERT

LE COIN DU MASOCHISTE

Il faut bien qu'au moins un canard souffre pour le bien de la canarderie. C'est malheureusement moi qu'on a choisi. Avec, je l'avoue, un peu de plomb dans l'aile, je m'astreindrai donc... à lire chaque mois pour les autres canards... La Gazette, Couac! Le Globe and Mail Couac! Couac! Et le National Post, Couac! Couac! Couac!



La vraie nature de The Gazette

SAVIEZ-VOUS QUE même si le Parti québécois n'avait aucune chance de prendre le pouvoir aux élections du 29 avril 1970, un hebdomadaire du West-Island a apeuré le petit monde des quartiers huppés? Qu'il les a conviés à la guerre civile? Saviez-vous que, quelques jours plus tard à la télé anglaise, René Lévesque s'est permis d'employer un langage cru pour s'élever contre de tels ragots, annonçant « qu'il n'avait pas de leçon à recevoir d'une bande de Rhodésiens blancs racistes »? (1)

La réplique de Lévesque au Suburban se situe dans le contexte de la décolonisation. Si le chef du PQ s'est permis d'utiliser un tel qualificatif contre les dirigeants de la feuille de chou et ceux qui opinent du bonnet en le lisant dans leur enclave dorée de Côte-Saint-Luc, c'est qu'ils avaient une parenté idéologique avec les grands propriétaires blancs tentant de freiner l'émancipation de sept millions de Noirs de l'actuel Zimbabwe.

On a toujours cru que The Gazette n'irait jamais aussi bas que The Suburban. C'est chose faite en ce beau mois de mai 2005. Parce qu'on sent la soupe de plus en plus chaude, on devient agressif. On brandit le bâton le 7. On agite la carotte le 19. Histoire de garder le plus croustillant pour le dessert, inversons l'ordre chronologique des deux éditoriaux.

La carotte: « Le Canada est bon pour le Québec »

C'est à la toute veille du 25^e anniversaire du 1^{er} référendum que paraît: « Pour en finir avec les référendum », un éditorial avec titre en français. On y dit qu'un troisième serait inutile. Le tout sur ton hautain et paternaliste propre à toute minorité s'adressant à la majorité qu'elle domine. Et que dit-on à la majorité? Que sa langue n'est pas en danger. Que l'État fédéral s'est décentralisé. Que, si des milliers de personnes qualifiées ont déjà fui le Québec, bien d'autres les suivront si les séparatistes arrivent à leur fin. Et que ce sera alors le déclin économique. Faux quant au français qui fait des progrès. Faux que le Québec gagne constamment des pouvoirs. Et on se contredit: d'un côté, on affirme que les risques de séparation ont fait fuir les capitaux et, de l'autre, que le Québec prospère à l'intérieur du Canada!

Mais le bâton n'est jamais bien loin: « We've lived through this twice, and that's enough. When will the hard-liners learn to take No for answer? » Tenons-nous le pour dit, Nègres blancs que nous sommes: pas de troisième référendum.

Le bâton: « Essayez donc pour voir »

Le 7 mai, nos Rhodésiens ouvrent leur jeu avec: « Landry proposes a nightmare » où il est dit: « What a nightmare! At the end of this UDI road, lies - say it softly - civil war. » Traduction libre: « Quel cauchemar! Au bout de la route d'une déclaration unilatérale d'indépendance se profile - disons-le gentiment - la guerre civile. »

De l'avis de The Gazette, toute UDI (disons le en anglais) va à l'encontre des droits canadien et international ainsi que du sens commun. « Cela a toujours été le principal atout dans le jeu des séparatistes, Un atout que Parizeau était prêt à mettre sur la table en 1995 ». Nos Rhodésiens ne croient pas que Landry perdra le vote de confiance au congrès de juin. Mais, s'il remporte les élections dans deux ans, il y aura un troisième référendum. Et foin le scandale des commandites: on compte bien sur Ottawa pour qu'il agisse encore de façon à ce que le camp du Oui perde. Et comme dans une telle éventualité, Bernard Landry pourrait être tenté d'écouter les radicaux de son parti en déclarant l'indépendance...?

Branle-bas total devant « ce geste illégal »: « Si le gouvernement sécessionniste demande aux entreprises de ne plus envoyer à Ottawa les déductions à la source de leurs employés, certaines le feront, mais d'autres, surtout s'ils ont leur siège social hors Québec, s'y refuseront. Le manque à gagner d'Ottawa fera qu'il coupera ses services au Québec. Comme aux Postes et à l'aéroport de Dorval. » Et, surtout ne pas rire. Certaines personnes dans le ROC demanderont d'urgence qu'on intervienne... » On entend ici le bruit des bottes.

Et si Landry ne cède à la provocation? S'il décide sagement de ne pas faire d'« UDI »? D'aller en référendum et s'il le gagne? « La vie ne sera pas plus rose, insistent nos Rhodésiens racistes. La Loi sur la clarté s'appliquera. Négociations « de bonne foi » comme l'a exigées la Cour suprême; négociations longues et qui devront nécessairement aboutir à un amendement à la Constitution. Et si on n'y arrive pas, la Cour Suprême tranchera et non pas un Bernard Landry en train de lire une déclaration du haut d'un balcon! »

« Un troisième référendum, ajoutent nos Pieds-noirs, ne peut conduire qu'à la guerre civile ou à un cul-de-sac. Alors, pourquoi le tenir? » Ceux qui écoutent les lignes ouvertes de la radio anglaise savent que ce n'est pas que The Gazette qui propage de tels propos. Dire qu'il y a du monde qui croit encore que notre minorité anglo-montréalaise en est une comme celles rencontrées partout ailleurs dans le monde!

CLAUDE G. CHARRON

(1) Pierre Godin, René Lévesque héros malgré lui (1960-1976) Boréal 1994, p. 462

-La Tribune d'à Tribord-

Le bateau ivre de l'ADQ

À VOIR UNE FOIS DE PLUS le naufrage du bateau ivre de l'Action démocratique du Québec, nous éprouvons de puissants vertiges. À l'issue du 14^e Conseil général de l'ADQ ce printemps, le chef Mario Dumont tentait de rallier le troupeau effarouché en brandissant le spectre des dangereux criminels récidivistes remis en liberté conditionnelle. Le même disque gondolé tourne et gricbe, en répétant la même mélodie étourdissante. Navrant.

Et dire qu'à l'été 2002 les sondages lui accordaient 40 % des intentions de vote... On connaît la suite: l'ascenseur, tout droit vers l'échafaud. Sous les décombres, l'adéquisme a pourtant survécu, toujours aussi peu subtil.

Le discours de l'ADQ s'est donc orienté vers une croisade contre l'insécurité, cette « calamité » qui envahit tous les domaines de la vie collective, des Amériques à l'Europe. Une tendance lourde qui contribue à détourner l'attention du problème de la violence. « Allons-nous vers une société axée sur la sécurité? » était d'ailleurs le thème du 32^e congrès de la Société québécoise de criminologie, tenu fin mai.

Pour contrer le laxisme des gouvernements précédents qui, selon l'ADQ, ont permis aux fau-tifs de sortir trop facilement, et pour désengorger un réseau saturé, le parti met l'accent sur le durcissement de l'appareil répressif provincial aux dépens d'une véritable éducation civique.

« Hypocrite » et « catastrophique » furent les mots de Mario Dumont pour qualifier l'actuelle Commission québécoise de libération conditionnelle (COLC), alors que les prisons québécoises furent désignées comme de « véritables portes tournantes ». L'ADQ est persuadée qu'« on traite mieux les criminels que les victimes ». Selon le directeur général Sébastien Proulx, en entretien au Couac, les victimes doivent avoir plus de droits « car des criminels, il y en aura tout le temps, et le travail du gouvernement, c'est de les arrêter et de les mettre à l'écart du système ». La libération conditionnelle devrait ainsi apparaître seulement comme une mesure d'exception, un privilège difficile à obtenir, d'ajouter M. Proulx.

Ces visions réactionnaires sur le système carcéral et sur la sécurité publique « en péril » ne sont pas si neuves alors qu'on pouvait déjà lire dans le programme adéquiste de 2003 des propositions de limiter l'accès des détenus aux libérations conditionnelles et d'impliquer le secteur privé dans la gestion des prisons.

Militant de l'Union des forces progressistes (UFP), Guy Roy croit pour sa part que la libération conditionnelle est loin d'être un fléau et représente toujours un encouragement pour les contrevenants. Les adéquistes ont oublié de mentionner qu'en 2003 et 2004, plus de 90% des détenus libérés sous condition n'ont jamais récidivé. De plus, la criminalité a diminué de 2,1 % sur le territoire de Montréal en 2004, selon le dernier bilan du Service de police de la Ville de Montréal. Paradoxal? Rien de moins surprenant. « Depuis 20 ans, les indices nous prouvent qu'au Canada le crime baisse, mais ça fait 20 ans que les Canadiens pensent qu'il monte! » a expliqué au Couac le sociologue Dario de Facenis.

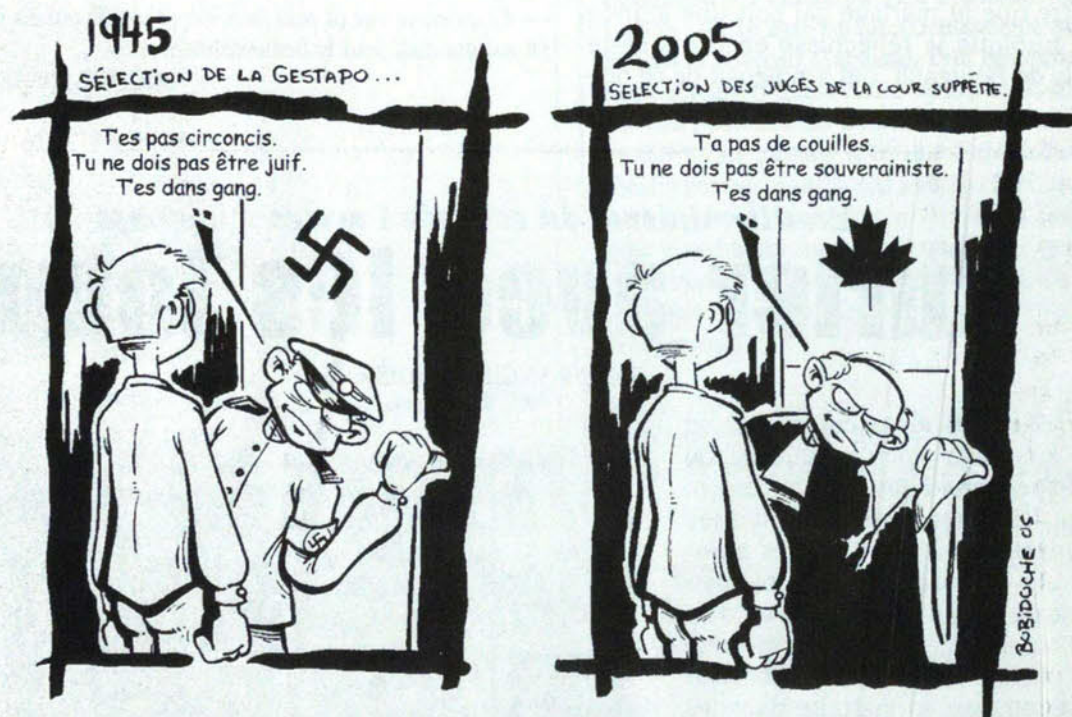
Détenu au pénitencier de Cowanville, Daniel Lapointe avance pour sa part que « contrairement à une certaine croyance populaire, la prison n'est pas un environnement où il fait bon vivre ». M. Lapointe, fort de ses multiples visites « en-dedans », y va d'une analyse sur l'état de la crise qui traverse le monde carcéral. « À la suite d'une série d'histoires sensationnelles et sordides impliquant des personnes profitant de la libération conditionnelle, la tendance à privilégier le droit des victimes et la répression des bandits. L'aspect réhabilitation se dilue à un rythme inquiétant dans une marée montante de mesures répressives. Plus simple et moins onéreuse, la répression a l'avantage de satisfaire l'opinion publique », conclue-t-il.



Selon M. Roy, qui a déjà lui aussi vécu derrière les barreaux, « l'ADQ se pointe encore comme l'instrument d'une politique réactionnaire qui ne répond à aucun besoin, ni à ceux des criminels réformés, ni des évènements menacés, mais qui n'a d'objectif que de flatter les futurs électeurs abusés sans considération par les progrès de société. »

Avec sa sortie médiatique priminière, l'ADQ a peut-être cru lancer un débat de société. L'UFP n'est pas de cet avis, croyant que « dans ce faux débat, elle émet des propos dangereux et poursuit une campagne de dénigrement de nos projets à société progressistes ». Comparé tour à tour à l'ancien Parti du Crédit social ou à l'Union nationale de Duplessis, ce parti de la « troisième voie » et de la fausse nouveauté suinte à grosses gouttes la émagogie et l'opportunisme. Maintenant que la station CHOI-FM risque la fermeture d'un jour à l'autre et que son protégé Fillion piaille seul au fond du baril, Mario devra bien se trouver une nouvelle raison d'exister. Ravalons notre dégoût face à cet amer cocktail...

ANNE MIGNER-LAURIN



Une stratégie débile du Bloc

UN ARTICLE DE LA PRESSE du 21 mai nous apprend que le Bloc québécois, dans ses préparatifs en vue de l'élection fédérale, a fait parvenir aux associations de circonscription un texte intitulé « considérations stratégiques » dans lequel il invite les membres du parti à « parler suffisamment de souveraineté pour relancer un nouveau cycle », mais « sans franchir la mince ligne où nous pourrions rendre frileux une partie de notre électeurat. (...) D'autant plus que Paul Martin a déjà commencé à jouer la ligne de l'unité nationale. »

Cette stratégie est débile. Voici un nouveau cas, malheureusement fréquent dans les partis qui se disent indépendantistes, où la tactique prend le pas sur l'objectif. C'est évidemment l'auteur de ces considérations stratégiques qui est lui-même frileux. S'il s'agit d'un apparatchik, il est urgent de lui confier d'autres tâches. La campagne électorale doit permettre de convaincre le maximum de Québécois qu'il faut faire de notre province notre pays. Le nombre de candidats qui seront élus n'est qu'un objectif secondaire, surtout dans le cas du Bloc qui est condamné à l'opposition parlementaire.

Quant à l'allusion à Martin et à l'unité nationale, elle est incompréhensible. C'est une bien curieuse stratégie que de ne pas démolir les sophismes de l'adversaire. Les militants doivent être animés de la plus grande détermination. On ne crée pas un pays en cédant à la peur.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Quelques remarques sur la violence, la démocratie et l'espoir

PAR JEAN BRICMONT
PROFESSEUR DE PHYSIQUE
À L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN-LA-NEUVE
(BELGIQUE)

NOUS AVONS TOUS CRIÉ « pas de sang pour le pétrole », mais cela fait longtemps que pétrole et sang coulent ensemble. Depuis la trahison du monde arabe par les Français et les Britanniques lors de la chute de l'empire turc en 1917 jusqu'à la guerre actuelle, en passant par le soutien constant accordé à l'Arabie Saoudite et à Israël, la guerre du Golfe de 1991 et l'embargo imposé à l'Irak, la politique occidentale a été dominée par le pétrole et a fait couler beaucoup de sang. En 1945, le département d'Etat américain qualifiait les réserves de l'Arabie Saoudite de « prodigieuse source de puissance stratégique » et de « plus grande valeur matérielle de l'histoire mondiale ». A l'époque, les Américains étaient au moins sincères.

Aujourd'hui, tout le monde semble se réjouir du remplacement de la dictature de Saddam Hussein par ce qu'ils appellent la démocratie en Irak, comme si adversaires et partisans de la guerre admettaient tous que le Pentagone a, en fin de compte, fait quelque chose de bien. Dorénavant, toute résistance armée face à l'occupant américain sera dénoncée comme étant anti-démocratique.

Je voudrais réagir face à cette unanimité, et brièvement aborder trois questions qui préoccupent le mouvement anti-guerre: la question de la violence, celle des élections et de la démocratie et finalement celle de l'espoir dans l'avenir.

La question de la violence

Premièrement, dans sa lutte d'émancipation, le tiers monde n'a pas produit que des « Saddams »: Ho Chi Minh, Mao Tse Tung et Chou en Lai, Gandhi et Nehru, Martin Luther King et Malcolm X, Lumumba, Arafat, Ben Bella, Ben Barka, Nasser en Egypte, Mossadegh en Iran, Arbenz au Guatemala, Goulart au Brésil, Juan Bosch en République Dominicaine, Allende au Chili, Fidel Castro à Cuba, Amilcar Cabral en Guinée, les Sandinistes au Nicaragua, Soekarno en Indonésie, ou Othelo de Carvalho au Portugal, tous, qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires, socialistes ou

nationalistes, croyants ou athées, qu'ils utilisent ou non la violence, ont été, eux ou leur pays, à un moment ou un autre, comme Saddam Hussein, subvertis, démonsés, envahis, mis en prison ou assassinés par l'Occident. Mandela est aujourd'hui traité en héros, mais il ne faut jamais oublier qu'il a été mis 27 ans en prison avec la complicité de la CIA.

Lorsque le tiers monde tente de se libérer par des moyens essentiellement pacifiques et démocratiques, on leur vole leurs terres et on les subvertit de mille façons. Quand ils se révoltent de façon violente, la machine à démoniser se met en route et les humanistes occidentaux poussent des cris d'indignation.

Il serait fort aimable de la part des oppresseurs de dire une fois pour toutes aux opprimés quelles armes ils estiment qu'ils ont le droit d'utiliser pour se défendre. C'est une vieille histoire, celle de la violence révolutionnaire qui répond à la violence contre-révolutionnaire, mais qui ne la précède pas; c'est aussi toute notre histoire, celle de la Commune de Paris, de la Révolution russe, de la guerre d'Espagne, de la lutte contre le fascisme et de la décolonisation.

La question des élections.

L'invocation rituelle de la démocratie et des droits de l'homme comme justification de la domination impériale est aujourd'hui le véritable opium des intellectuels, opium qui leur permet de s'illusionner sur la réalité du monde. Imaginons par exemple que l'Ukraine soit occupée par des troupes russes et que des élections y soient organisées, sans observateurs indépendants, sans presse libre et avec des candidats approuvés par l'occupant. Imaginons de plus que l'élection soit vendue à la population par des dirigeants religieux comme un moyen de récupérer leur souveraineté, bien que d'autres opposants à l'occupation recommandent le boycott de ces élections. Je doute fort que, dans de telles circonstances, un taux de participation soi disant élevé, mais incontrôlable, serait vu en Occident comme un immense « merci » adressé aux occupants. Or cette expression est exactement celle utilisée par une journaliste

américaine à propos des élections en Irak et résume bien le point de vue de ceux qui considèrent ces élections comme une victoire de la démocratie. Autre



exemple: qui, parmi ceux qui célèbrent chez nous la liberté de la presse, s'indignera parce que celle-ci, concentrée entre des mains de plus en plus restreintes, est arrivée à convaincre, à la veille de l'élection présidentielle, 50% des Américains que l'Irak était lié à Al Qaïda, thèse qui est probablement l'une des mieux réfutées de toute l'histoire humaine? Finalement, la CIA vient de publier un rapport disant que l'Irak n'avait plus d'armes chimiques depuis 1991. Ce qui revient à admettre, *mezzo voce*, que l'embargo génocidaire contre le peuple irakien était en fait totalement illégitime. On se souviendra que Madeleine Albright, secrétaire d'Etat sous le démocrate Clinton, déclarait que, même s'il entraînait la mort de 500.000 enfants, cet embargo en valait la peine. On peut douter qu'une quelconque organisation de défense des droits de l'homme ne relève ces faits.

La question de l'espoir.

En 1991, avec la chute de l'URSS, son incertain protecteur, le tiers monde semblait être à genoux. On pouvait rêver d'éliminer la résistance palestinienne à travers les accords d'Oslo. Le mécanisme de l'endettement pouvait être mis au service d'un hold-up gigantesque sur leurs matières premières et leurs industries. Néanmoins, l'espoir est en train de changer de camp. Le *New York Times* admettait, après les manifestations contre la guerre de février 2003, qu'il existe

encore, après tout, deux superpuissances: les États-Unis et l'opinion publique mondiale, qui s'oppose à leur politique. L'arme de la critique refait surface contre la force des armes et nul ne peut prédire où cela nous mènera. En Amérique Latine, les illusions néo-libérales ont fait long feu et le système néo-colonial y fait eau de toute part. La résistance des Irakiens ébranle depuis deux ans les certitudes de la partie du monde qui se croit civilisée. En immobilisant, même temporairement, l'armée étasunienne, et en mettant en doute son invincibilité, les Irakiens, comme les Vietnamiens dans le temps, luttent et meurent pour l'humanité entière.

Finalement, regardons l'histoire sur le long terme: au début du 20^e siècle, toute l'Afrique et une partie de l'Asie étaient entre les mains des puissances européennes. Les empires russes, chinois et ottomans étaient impuissants face aux ingérences occidentales. L'Amérique Latine était envahie encore plus souvent qu'aujourd'hui. A Shanghai, les Anglais contrôlaient un parc dont ils interdisaient l'accès « aux chiens et aux Chinois ». Si tout n'a pas changé, au moins le colonialisme a été jeté, au prix de millions de morts, dans les poubelles de l'histoire (à l'exception de la Palestine). C'est cela qui constitue sans doute le plus grand progrès social de l'humanité au 20^e siècle. Les gens qui veulent faire renaître le système colonial en Irak, même avec ce que Lord Curzon appelait, à l'époque de la monarchie contrôlée par les Britanniques, une « façade arabe », rêvent tout éveillés. Le 21^e siècle sera celui de la lutte contre le néo-colonialisme, comme le 20^e a été celui de la lutte contre le colonialisme.

Tous ceux qui préfèrent la paix à la puissance et le bonheur à la gloire devraient remercier les peuples colonisés de leur mission civilisatrice: en se libérant du joug des colonisateurs, ils les ont rendu plus modestes, moins racistes et plus humains. Pourvu que cela continue et que les Américains finissent par être forcés de suivre cette voie.

Cette constitution c'est le préjugé économiste

LES FRANÇAIS se sont prononcés sur la constitution de l'Europe. Au moment d'écrire ces lignes, à la tombée du *Couac*, ce référendum n'a pas encore eu lieu, mais le débat aux multiples facettes qu'il a provoqué constitue en lui-même un événement considérable. Du côté du oui, il y a la pensée officielle, Chirac en tête. Du côté du non, une étonnante salade où se rencontrent des gens de gauche comme Fabius et des gens de droite comme LePen. À l'approche de l'élection présidentielle de 2007, les positions de plusieurs intervenants reflètent leurs ambitions, par de savants calculs, tout autant que leurs opinions.

D'abord, s'agit-il d'une constitution ou, plus modestement, d'un traité qui s'ajoute à la série: Rome 1967, Maastricht 1992, Amsterdam 1997, Nice 2001? Selon l'Union européenne, il s'agit des deux à la fois: un « traité établissant une Constitution pour l'Europe ». Au départ, dans l'après-guerre, il s'agissait de créer un marché commun. Les préoccupations économiques prenaient le pas sur le politique et le social. Le nouveau document, élaboré par une convention présidée par l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, était censé combler cette lacune. À l'examen, cela reste inachevé. Bien sûr, on y emploie souvent le mot « social », mais le tout est nettement dominé par l'économie. Jugez plutôt:

- La banque centrale est autonome. Elle n'est soumise à aucune autorité politique.
- Un comité consultatif s'intéresse aux questions sociales, mais il s'appelle comité économique et social.
- La constitution s'intéresse aux services publics, dont l'essence n'est pas économique, mais elle les nomme « services d'intérêt économique général ».
- On traite de la culture comme d'éléments fragiles à protéger et non pas comme le fondement de la pensée.

C'est le préjugé économiste qui domine. Quant au domaine politique, une certaine confusion règne. Les tenants du oui ont tendance à se réjouir d'une prétendue évolution vers le fédéralisme. Il est douteux qu'un ensemble constitué de vingt-cinq pays et d'autant de cultures puisse devenir une fédération ou une confédération. Les conflits avec Bruxelles et ses technocrates se multiplieraient à l'infini. Dans la mesure où l'on peut généraliser, l'expérience tend à montrer que le fédéralisme ne peut réussir que dans les pays monoculturels, y compris les pays comme les États-Unis, le Mexique et le Brésil, où la culture principale est nettement dominante.

Quant à l'importante différence entre fédération et confédération — dans celle-ci, les états confédérés conservent leur souveraineté — elle semble échapper aux Français. Il faut reconnaître que le cas du Canada n'aide pas à comprendre cette distinction. Notre pays se décrit erronément comme une confédération, alors qu'il n'est même pas digne du nom de fédération. En effet, il a modifié sa constitution, en 1982, sans l'accord unanime des états fédérés, c'est-à-dire malgré la forte opposition du Québec. Une confédération européenne serait l'Europe des patries chère à de Gaulle, mais ce n'est pas dans cette voie que la convention présidée par Giscard d'Estaing s'est engagée. Il est à craindre que la voie qu'elle a choisie soit sans issue.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

La citation du mois

Le *London Sunday Times* a publié, le 1^{er} mai dernier, un mémo secret en provenance de Downing Street détaillant la méthode des États-Unis pour empêcher les inspecteurs de l'ONU de compléter leur travail en Irak et pour faire accepter l'idée d'une guerre préventive dans l'opinion publique. Ce mémo, qui devrait avoir eu l'effet d'une bombe, n'a pratiquement pas été commenté dans les médias américains, mis à part un excellent article du *New York Review of Books*

que l'on peut lire à www.nybooks.com/articles/18034?email

Voici un extrait, citation d'un « senior advisor » de Bush: « We're an empire now, and when we act, we create our own reality. And while you're studying that reality—judiciously, as you will—we'll act again, creating other new realities, which you can study too, and that's how things will sort out. We're history's actors...and you, all of you, will be left to just study what we do. » (cité par Ron Suskind, « Without a Doubt, » *The New York Times Magazine*, October 17, 2004.)

Investissez dans l'art contemporain québécois

Le *Couac* se réjouit de pouvoir offrir à ses lecteurs ces magnifiques reproductions d'oeuvres d'art originales à tirage limité.

Chaque gravure mesure environ 7 cm X 16 cm et est imprimée pleines couleurs sur papier autocollant résistant aux intempéries.

Les collectionneurs se les arrachent et les exposent «partout, partout».

« * * * * Une oeuvre d'une audace inouïe... » — Jérôme Dégradé, *La Presse*

« Une explosion de couleurs éblouissantes! » — Blanche Legris, *Le Journal de Mourial*

« L'équilibre entre les vides et les pleins frôle le génie... » — Ali Sunation, *Voir*

3 autocollants pour 3 \$, 6 pour 5 \$ - taxes et port inclus

Envoyez votre chèque à: Le Couac c.p. 222 succ. D, Montréal, Québec, H3K 3G5

Les abonnés du *Couac* (les chanceux) ont eu le privilège de recevoir une gravure gratuite non numérotée avec leur exemplaire de juin.

Les (minces) profits seront entièrement versés à la Fondation québécoise du *Couac* pour le développement du *Couac*.





300 ans pour balayer un problème sous le tapis : ABSURDE !

LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A CRÉÉ, il y a trois ans, la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN). Son mandat est d'aviser celui-ci sur la manière et le lieu de disposer de manière permanente des déchets nucléaires des centrales du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Québec.

Selon toute vraisemblance, La SGDN propose des sites potentiels au Québec, en Saskatchewan et en Ontario pour l'établissement d'un lieu d'entreposage du combustible irradié des centrales nucléaires canadiennes. Pourquoi ce choix de provinces? Parce que ces régions bénéficient du nucléaire, assure la SGND. Au Québec, c'est la centrale Gentilly 2 qui nous met ainsi dans l'embarras.

Encore Hydro-Québec

Hydro-Québec envisage un investissement de 1 milliard 200 millions de dollars pour restaurer son réacteur nucléaire Gentilly 2 qui a vieilli prématurément. De plus, la société d'État demande l'approbation du gouvernement du Québec pour le projet d'expansion de deux sites existants d'entreposage de déchets radioactifs du combustible irradié, ainsi que la création d'un troisième site d'entreposage temporaire des déchets radioactifs découlant de la reconstruction de sa centrale. Le 6 mai dernier, le Bureau d'audiences publiques du Québec (BAPE), quant à lui, recommandait de ne pas autoriser l'expansion des sites liés à la réfection éventuelle de Gentilly 2.

Alors qu'Hydro compromet la sécurité des Québécois avec ce projet électronucléaire, rappelons que Robert Bourassa avait assuré les Québécois que jamais un gouvernement du Québec ne permettrait l'entreposage permanent des déchets nucléaires tant sur le territoire du Québec qu'en bordure de ses frontières. Évidemment, Jean Charest ne s'est pas prononcé sur le sujet. Le sens commun voudrait que le gouvernement du Québec annonce la fin de la production de déchets radioactifs de sa centrale nucléaire de Gentilly 2 au plus tard en 2013, date reconnue de la fin de vie utile de la centrale. Charest en aura-t-il le courage politique? On en doute, sachant qu'Hydro-Québec, Ontario Power Generation et Énergie Nouveau-Brunswick siègent sur le conseil d'administration de la SGDN. Ces trois sociétés prévoient rénover leurs réacteurs les plus âgés, ce qui pourrait faire doubler la quantité de déchets radioactifs au Canada.

Pas-dans-ma-cour

La SGDN refuse toute responsabilité pour les déchets hautement radioactifs liés à la reconstruc-

tion d'une centrale nucléaire malgré que ceux-ci soient dangereux pour des milliers d'années. C'est d'ailleurs le hic des déchets nucléaires, ils hypothèquent les générations futures longtemps après que la production d'électricité nucléaire ait cessé.

La Société de gestion des déchets nucléaires a décidé d'expérimenter trois méthodes « classiques » d'entreposage des déchets radioactifs tout en sachant que chacune de ces méthodes pose de sérieux problèmes. Il s'agit de :

1. l'évacuation en couches géologiques profondes dans le Bouclier canadien ;
2. l'entreposage à l'emplacement des réacteurs nucléaires ;
3. l'entreposage centralisé.

Dans ses recommandations préliminaires, la SGDN propose d'utiliser successivement ces trois méthodes problématiques sur une période de 300 ans. Coût projeté : 24 milliards \$. Proposer un plan expérimental sur 300 ans et sans rigoler en plus, cela tient de l'absurde. On peut imaginer les techniciens tentant de comparer les processus 300 ans, plus tard. Ça fait « Ding et Dong » comme proposition et, nous payeurs de taxes, payons pour ça. La SGDN s'en lave les mains. Ces fonctionnaires ne sont pas payés pour examiner ou porter un jugement sur le rôle de l'énergie nucléaire. Ils sont juste payés pour balayer le problème sous le tapis et cela va prendre au minimum 300 ans.

La proposition actuelle se rapporte au stockage centralisé. Qui du Québec, de la Saskatchewan ou de l'Ontario remportera le gros lot? Le verdict doit tomber le 15 novembre prochain. Pour être hors compétition, le Québec a un seul choix : annoncer la fermeture de Gentilly 2. Ainsi, il ne pourra plus être considéré par le fédéral comme un producteur de déchets nucléaires.

Pour l'ensemble de la filière nucléaire, la question à se poser comme société ne devrait pas être comment éliminer encore plus de déchets radioactifs, mais plutôt comment carrément éliminer l'énergie nucléaire. La stratégie à suivre commence par la réduction des déchets produits chaque année, et donc par la fermeture d'ici 2020, des 22 réacteurs nucléaires du Canada à mesure qu'ils atteignent la fin de leur vie utile. Simple, non !

CLÔDE DE GUISE

Le bout d'gras d'Fabien

PARMI LES DÉLIRANTS DU DEVOIR, on ne compte pas que des Christian Rioux et des Denise Bombardier. D'autres sont au moins aussi insidieux à distiller des bêtises concomitantes dans un monde sans arrêt au feu rouge (pour virer à droite). Il y a par exemple des signatures qui voyagent à la va-vite, comme d'autres accumulent des dollars du pneu canadien. Et il y a ce bon Fabien, De l'Église ou Deglise, qui farfouille inlassablement dans les poubelles des grandes chaînes du fast-food pour nous rendre plus intelligent. Parlons-en.

Dans l'édition du 30 avril - 1^{er} mai, notre bon Fabien, récemment revenu de planter sa fourchette dans un pénis de requin et d'avoir tâté du fesse-food exotique au Viet-Nâm — merci l'ACDI — nous torche trois articles de fond de baril. En Une il balance 101 recettes pour adeptes d'écologie extrême, où il relève quelques recettes maison pour fabriquer des colles, de la peinture, du shampoing, etc., en s'amusant visiblement de ce qu'il traite comme de l'hyper-écologisme. Histoire de corroborer son hyper-objectivité, il convie un simpliste volontaire qui assure que « Non, la simplicité volontaire c'est pas si radical ; même que tu peux jouir (il dit avoir du plaisir mais bon, moi aussi j'objective) ou presque en la pratiquant. ». Le journaliste des chiens écrasés écologiquement récidive avec *Partager son auto, c'est aussi risquer de partager sa vie privée*, un papier sur Communauto où, à la lecture, on s'aperçoit que le risque est infinitésimal et que voilà encore un pétard mouillé pour noircir du papier de distraction.

Le bon fouille-poubelle termine en force dans sa (maladie) chronique Bouffe et malbouffe avec *Le spectre du riz chinois Bt* et c'est là que réside le clou (de girofle) du spectacle : il est question d'une décision imminente de la Chine concernant la commercialisation d'un riz génétiquement modifié, ce à quoi s'oppose les écologistes. Le bon Fabien s'empresse de mettre son style à contribution et raille en disant que de toutes façons on ne verra jamais du riz pousser au Québec...

Un sacré farceur, ce Fabien. Mais nettement plus convaincant quand il tiraille l'bout d'gras des multinationales du fast-food (le gras trans est sa spécialité, là-dessus il tartine épais) dont il s'avère un zéléateur empressé. D'ordinaire, dans ses articles, il contemple, mi-figue mi-raisin, les frites des uns et les salades des autres, comparant au méga-burger d'un troisième. toujours répétant ad nauseam les marques de commerce de ces gras géants qui y voient une pub gratuite. L'espace bouffe de ce quotidien branché gagnerait à présenter du concret pour passer à l'action plutôt que de chercher le moins pire des gros gras.

FABLIER D'MESSES-BASSES

Oh! Yeah!

Très bientôt, tous les petits Québécois francophones apprendront l'anglais dès la première année. Yeah! Dans quelques années, les Québécois francophones seront tous bilingues. Yeah! Les anglophones se feront enfin comprendre dans leur propre langue au Québec. Yeah! Les anglophones vont, peu à peu, se sentir chez eux partout au Québec. Yeah! Dans cinquante ans, le Québec sera une province canadienne comme les autres. Yeah!

JACQUES SENÉCAL

Musique peu ordinaire...

Lundi 22h00
L'Oreille cassée :
musique avariée

Samedi 16h00
L'Homme Scalp :
musique du monde ordinaire

Dimanche 23h00
Fais-le toi-même :
musique domestique



CKRL MF 89.1 à Québec
câble 89.5
www.ckrl.qc.ca

Le meilleur et le pire de Porto Alegre

Avant de quitter le Brésil, le correspondant du Couac à Porto Alegre nous trace un bilan personnel de son séjour dans la capitale de l'État brésilien du Rio Grande do Sul, ville où 10% du budget municipal est contrôlé par les citoyens.

Le meilleur

1. Le transport. Les porto-alegrenses (citoyens de Porto Alegre) ont raison d'être fiers de leur système de transport en commun. Même s'il est dans la moyenne des prix nationaux, le réseau couvre mieux la ville et ses zones périphériques (plus pauvres) qu'ailleurs au Brésil. Plusieurs autobus ont la climatisation et leur propre ferait mourir la STM de jalousie, probablement parce qu'on a eu la brillante idée de les munir de poubelles.

2. La vie citoyenne. Au contraire de ce que s'imaginent les porto-alegrenses, leur vie politique est enviable. Sans parler du Budget Participatif et du célèbre Forum Social Mondial, la politique est vivante à Porto Alegre. Les citoyens accordent une importance aux élections municipales, ils participent aux organes de consultations publiques et manifestent leurs mécontentements lors de décisions qui leur déplaisent. La vie des mouvements sociaux est très dense et leur force semble inégalée dans le reste du Brésil.

3. La culture. Sans être une des métropoles du pays (comme Rio et São Paulo), Porto Alegre offre une vie culturelle fort agréable. Deux maisons de la culture, vivantes et engagées, proposent

un grand nombre d'expositions gratuites. Quatre cinémas de films relativement indépendants à des prix absolument ridicules (allant de gratuit à 3 \$ canadiens). Un orchestre symphonique d'une envergure raisonnable aux concerts accessibles (3,50\$). Un salon du livre en plein air, un festival de théâtre, etc.



Le pire

1. La sécurité. Bien que Porto Alegre soit une des villes les plus sûres du Brésil, la question de la sécurité nuit beaucoup à sa réputation. Le mélange de paranoïa et d'exagération véhiculé par les médias donne l'impression que la ville est beaucoup plus dangereuse qu'elle ne l'est véritablement. Bien sûr, à l'origine du problème il y a des crimes violents réels, mais ceux-ci résultent davantage des affres de la pauvreté que de l'absence de policiers — que n'importe qui au Québec appellerait « soldats » tant leur équipement et leur costume diffèrent de ceux que nous connaissons (trop) bien.

2. L'éducation. L'université fédérale à Porto Alegre est trop peu fréquentée par rapport à ses consœurs privées. Le campus de sciences sociales et d'ingénierie se situe dans les bois

entourant la ville, très loin du centre-ville, ce qui augmente le temps de transport et les coûts pour la majorité des étudiants. Cette portion du campus a d'ailleurs été construite sous la dictature militaire, qui n'a jamais beaucoup aimé les gens réfléchissant sur la liberté, par exemple. Encore aujourd'hui, les sciences sociales ne sont absolument pas valorisées. Deux courts exemples : sur 90 nouveaux professeurs à engager pour l'année qui vient, l'Institut de sciences sociales et de philosophie ne s'en est vu attribuer qu'un ; et sur les dix-sept élèves à la maîtrise de sociologie, aucun ne reçoit de bourse gouvernementale.

3. L'environnement. La question environnementale semble arrivée tardivement au pays qui fut pourtant l'hôte d'une des grandes conférences sur cette question en 1992. Les législations anti-pollutions sont, lorsque existantes, timorées face aux entreprises qui représentent de loin le secteur le plus polluant.

On aurait pu résumer l'ensemble des problèmes présentés ici par un seul mot : inégalité, et tout aurait été dit. Il est clair que les questions de la pauvreté et des inégalités sociales sont au centre des problèmes que rencontre Porto Alegre, exemple pourtant réconfortant par rapport au reste du pays. Les solutions qui ont fait de cette ville un modèle avaient justement pour but de combattre et réduire ces inégalités pour permettre une vie sociale plus équilibrée à l'ensemble des citoyens. Il y a encore loin de la coupe aux lèvres.

SIMON TREMBLAY-PEPIN



Un homme en flammes



Pierre Daix, romancier mais aussi esthéticien de renom et spécialiste de Picasso, vient de faire paraître la troisième mouture de sa biographie d'Aragon, dont il fut un proche collaborateur de 1948 à 1972, alors que le poète dirigeait Les Lettres Françaises.

Une première version de cette biographie était parue en 1974, du vivant d'Aragon (qui est mort en 1982) et celui-ci avait secrètement annoté son exemplaire. Ces notes et le travail universitaire qui se fait continuellement sur l'œuvre d'Aragon, ont justifié en 1994 la publication d'une deuxième version, augmentée. Voici donc que paraît la troisième version, qui bénéficie cette fois encore du foisonnement des recherches qui n'ont cessé de se mener sur l'écrivain.

Louis Aragon est né en 1897. Son père Louis Andrieux, alors préfet de Police, ne reconnaît pas son rejeton. La mère d'Aragon l'élève seule et se fait passer pour sa sœur. Aragon passe ainsi une enfance qu'on devine trouble.

Son baccalauréat en poche, il commence à étudier la médecine et fait alors la rencontre d'un autre apprenti-hippocrate: André Breton. S'ouvre alors pour Aragon une période de sa vie particulièrement bouillonnante et richissime: celle, exaltante, de la naissance du surréalisme.

Il est à cette époque un dandy brillant, cultivé, extraordinairement doué et publie ses premiers textes et recueils de poésie. Breton dira de l'Aragon de 20 ans qu'on n'avait pas fini de formuler devant lui le projet de griver une montagne qu'il était déjà au sommet. Et il racontera la fantastique facilité avec laquelle Aragon écrit.

Une tumultueuse relation amoureuse le lie un temps à Nancy Cunard, la riche héritière de la famille du même nom: cet amour le mène au bord du suicide. Puis sa vie bascule, doublement: d'abord, il adhère au parti communiste et prend le parti de l'URSS, rompant ainsi avec Breton et les surréalistes; ensuite, il rencontre Elsa Triolet, qu'il ne quittera plus, tous deux devenant peu à peu une sorte de couple

mythique que le Parti exhibe, un peu comme les modèles de l'homme et de la femme nouveaux.

Toute la vie d'Aragon, désormais, se définira par trois constantes: la fidélité au parti, la fidélité à Elsa et l'écriture. Car Aragon ne cessera d'écrire: il dirige des journaux et des revues, fait paraître des romans, des essais et des poèmes. Que reste-t-il aujourd'hui, alors que la poussière de l'Histoire retombe peu à peu, de cette surabondance de textes et de cette prolifération inouïe d'écrits?

Aragon assurait avoir gâché sa vie. Chacun pourra décider si ce jugement est excessif. Il reste que contemplée avec le recul que nous donnent les années, la vie d'Aragon est absolument fascinante, tout particulièrement à deux points de vue. Politiquement parlant, d'abord, sa consternante soumission au parti, ses trahisons, son refus de parler et de dénoncer, la facilité avec laquelle il accepte, lui qui fut surréaliste, l'instrumentalisation de l'art et de la littérature, sont sidérants et donnent amplement de quoi méditer sur l'aveuglement des intellectuels.

Artistiquement parlant, cette fois, et quoi qu'on puisse penser de l'homme et de son engagement politique, Aragon reste un écrivain majeur et éblouissant. C'est le poète, je pense, qui restera surtout. On n'avait pas vu, depuis Hugo, une telle maîtrise de la langue et, il faut le dire, une telle facilité; on n'a, à mon sens, probablement rien vu de semblable depuis.

Reste alors une énigme, troublante: comment autant d'hommes — le traître et le fidèle, l'artiste soucieux de sa liberté et le servile instrument du parti, l'amoureux exemplaire et celui qui poignarde ses amis et ses anciennes amours et ainsi de suite — ont-ils pu co-exister dans un seul corps et en un seul esprit?

À défaut de donner la réponse à cette terrible énigme, le livre de Pierre Daix, en nous donnant à contempler à la fois une éblouissante clarté et un point sombre de la condition humaine, à la fois un zénith et un nadir, à la fois un homme en flammes et ses cendres, nous permet de la méditer.

NORMAND BAILLARGEON

DAIX, Pierre, Aragon, Coll. Biographie, Tallandier, Paris, 2005.

La Sainte mafia



« Obéissez comme un instrument aux mains de l'artiste — un instrument ne se demande pas pourquoi il fait ceci ou cela ».

—Josemaria Escriva de Balaguer, dans *Chemin*

« DONNER À SES MEMBRES LAÏQUES et ecclésiastiques les moyens d'agir selon l'Évangile dans leur vie familiale, sociale, professionnelle ou politique ». Tel est l'objectif officiel de l'Opus Dei (littéralement, « l'Œuvre de Dieu »), institution de l'Église catholique fondée par l'Espagnol Josemaria Escriva de Balaguer (canonisé par Ji-Pi II le 6 octobre 2002) en 1928. Son objectif officieux est plus machiavélique, bien qu'incertain: « Faire triompher l'occident chrétien par tous les moyens », selon Bénédicte et Patrice De Mazery, auteurs de *L'Opus Dei, Enquête sur une église au coeur de l'Église*.

Fruit de deux années de recherche, voilà un des rares ouvrages de vulgarisation en français sur cette société secrète qui nous est présentée « de l'intérieur », grâce aux récits de nombreux témoins, la plupart étant d'anciens membres de l'Œuvre que les auteurs qualifient à l'occasion de « Sainte mafia ».

La « Sainte mafia » n'aura pourtant pas volé son surnom comme en témoigne un ancien membre: « L'Opus Dei est riche parce que beaucoup de ses membres ont de bons jobs, de très bons jobs, et tout l'argent d'un nouveau membre doit être versé à l'Opus Dei ». Simplement pour donner un ordre de grandeur, en Espagne, au début des années 80, l'Opus Dei y brassait un chiffre d'affaires équivalent à 100 millions de dollars canadiens. Les chiffres sont approximatifs puisqu'ils n'ont pas pu être vérifiés, un épais nuage d'encens brouillant les pistes de leur comptabilité.

Parmi les nombreux scandales l'entourant, il y eut celui de 1985 où Jose Ruiz Mateos, un opusien espagnol, a été arrêté pour avoir détourné l'équivalent de 60 millions de dollars des fonds de financement de l'Œuvre. Selon ses propres dires: « L'EI gérée par Ruiz et d'où provenait le fric est l'un des instituts créés en 1981 par l'Opus Dei dans le seul but de pouvoir toucher de l'argent de ses membres ». Dix de ces 60 millions de dollars ont servi à bâtir l'empire vinicole qui l'a rendu milliardaire. Le reste de l'argent fut déposé, notamment, dans des banques suisses pour le compte d'autres membres.

Ruiz aurait dû mieux étudier les paroles du membre fondateur qui écrivit, dans *Chemin*: « Jamais je ne ferai valoir avec assez d'insistance l'importance de la discrétion ». Avec le nombre de scandales financiers qui l'entourent, l'Opus Dei a de quoi pratiquer l'omerta.

En conclusion, les auteurs relativisent l'influence de l'Œuvre et demandent: « L'Opus Dei est en fait parvenu à faire passer une partie de ses principes au sein du Vatican. Est-il, pour autant, en mesure de faire le prochain pape? Difficile à imaginer ». Et pourtant, au récent conclave, des 119 cardinaux qui élirent le pape, il fallut que ce soit Joseph Ratzinger qui soit nommé, l'un des deux seuls membres en règle de l'Opus Dei.

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

MAZERY, Patrice et Bénédicte, *L'Opus Dei, Enquête sur une église au coeur de l'Église*, Flammarion, 2005, 302 p.

L'humour en groupe



« L'humour est une chose trop sérieuse pour être confiée à des rigolos. » Gotlib

LES ÉDITIONS LUX publient trois fois par an *Le Bulletin d'histoire politique* et le dernier numéro paru, intitulé *Humour et politique au Québec*, contient un important dossier sur le sujet coordonné par Robert Aird. Les auteurs des articles regroupés dans ce dossier traitent des divers aspects du sujet à partir

de l'époque de la Nouvelle-France, par le biais de l'analyse des journaux satiriques du XIX^e siècle, de l'humour politique radiophonique entre 1940 et 1970, du rôle de l'humour dans la libération de la femme, d'Yvon Deschamps, des Cyniques ou des Zapartistes, entre autres.

C'est pas parce qu'on parle des petits comiques que c'est drôle. Les articles sont des textes de référence fort bien documentés et le ton est celui des textes rédigés par des historiens, c'est-à-dire sérieux. Ce qui n'empêche pas ce dossier d'être fort intéressant pour tous ceux qui s'intéressent sérieusement à l'humour.

JB

Humour et politique, *Bulletin d'histoire politique*, volume 13 No 2, Collectif, Lux Éditeur, Montréal 2005



Croquée sur le vif: une des nombreuses poules géantes qui se construisent des nids dans les rues de Montréal.

Le Couac vous invite à encercler tous les nids de poules que vous trouverez à la grandeur du Québec! Qu'on puisse les voir venir de loin... en guise de protestation à la loi C 604.1 qui protège les villes de poursuites judiciaires pour bris de pneus ou de suspension. Des images en couleur sur le site: http://biofreak.org/modules/zoops/gallery/view_album.php?set_albumName=album64

Courageux

Richard Martineau au sujet du congédiement de son partenaire Benoit Dutrizac par Télé-Québec: « C'est un conflit personnel entre Télé-Québec et Benoît, je suis spectateur là-dedans » (*Le Devoir*, 3-5-05) À *La Presse*, le même jour, Martineau affirme qu'il est bien content de revenir à Télé-Québec la saison prochaine. En un mot, le brave homme sait ne pas dévier de son programme de carrière: moi, moi et moi.

Pillons Le Canada

- Prendre Le Parasite Lâche
- Pomper Le Pension Loterie
- Picorer Le Pétard Luxe
- Pousser Lubrifiant
- Pondre Lucratif
- Cash Camouflage
- Contribuable Cagnotte
- Collectif Corruption
- Cui Canular

Révolutions

Plywood 3/4, Beauté mécanique (Migratoire/ Local)

Un chouïa de drôle mélancolie à force de titiller le bancal et les travers pour cet orchestre (accordéon, cuivres, cordes, percussions, etc.) qui charrie des musiques voyageuses, l'alternatif déjanté et la fanfare expressive. Une chanson sans borne qui réfute bien des postulats dominants - Travailler dans le beurre, On va se marier, Avoir su, avec des touches qui n'ont rien à envier aux Ogres de Barback ou aux Têtes Raides en trouvant la touche néo-western qui caractérise notre in-continent... Un album qui donne envie de se revirer comme une galette de sarrasin et de vivre éperdument.



Cello, *Los Palabras necesarias* (Prod. De La Casa/ Local)

Soraya Benitez, *Entre Lineas* (Prod. BROS/ BROS)

Deux parts d'Amériques entrelacées pour toujours... Cello, un chiléquois (chilien du Québec!) s'entoure de deux guitaristes (acoustique, classique, slide, électrique, ec.) passionnés d'horizons différents. Un premier album personnel, bien que sa vie n'ait été que musique. En espagnol, le courant de cordes et ce message humaniste fort - d'où Les paroles nécessaires, vient de partout pour atteindre le coeur. Canadienne-vénézuélienne, Soraya Benitez une voix de femme qui se déclare sans ambage à la vieille sans concession: « Je veux seulement te dire que je vis libre et sans conditions ». Tout en espagnol sauf La Bohème d'Aznavor. L'accompagnement traditionnel au piano, contrebasse, guitare, flûte, saxo ou trompette soutient ce chant aux inflexions subtilement inoubliables.

RAMON VITESSE





Le Couac, juin 2005, page 8

Du folk au rock : l'apogée de la chanson contestataire



«This machine kills fascists». Inscrit sur la guitare de Woody Guthrie

LA CHANSON CONTESTATAIRE à laquelle se sont intéressés Yves Delmas et Charles Gancel dans

leur livre *Protest Song* est un courant typiquement étatsunien, presque exclusivement anglo-saxon. Ce qui nous épargne les pénibles digressions sur le rock des années 1960 qui farcissent généralement ce genre d'ouvrage d'origine française : « Pendant ce temps-là, en France, Johnny chantait *Les portes du pénis entier*... »

L'ouvrage est fort bien documenté et les auteurs ont réussi à mettre en perspective l'évolution de la musique populaire avec les événements historiques et politiques qui ont inspiré les artistes contestataires de l'époque. Au début des années 1960, une nouvelle catégorie sociale, qui allait prendre de plus en plus d'importance dans l'espace public, naissait avec l'arrivée massive des *baby boomers* à l'adolescence : les jeunes, qui investissent les universités étatsuniennes. En s'instruisant, ces jeunes ont découvert, horrifiés, que dans le sud de leur pays - autoproclamé champion mondial des droits et libertés - la discrimination raciale institutionnalisée était encore bien vivante.

La première lutte de ces jeunes gauchistes et les premières chansons contestataires des *protest singers* blancs furent écrites pour appuyer la lutte pour les droits civiques des Noirs, déclenchée le 1^{er} décembre 1955 à Montgomery (Alabama) quand Rosa Parks, une couturière noire exténuée par sa journée de travail, osa s'asseoir sur un siège réservé aux Blancs dans un autobus municipal. Et refusa obstinément de changer de place.

Les valeurs des *folk singers* sont issues de la gauche. Les artistes *folk* de la première partie du XX^e siècle chantaient les luttes ouvrières et les changements sociaux. Les premiers chanteurs contestataires des années 1960, les Bob Dylan, Joan Baez, Pete Seeger, Judy Collins, Buffy Sainte-Marie, etc., puisaient leur inspiration surtout dans cette tradition du *folk* blanc (chanson folklorique traditionnelle celtique et anglo-saxonne). Ce sont les fils de prolos anglais qui ont créé le véhicule par excellence du *protest song* des années '60, en s'emparant du *rhythm and blues* et du *blues* noirs étatsuniens pour les fusionner au *folk* blanc et créer le rock tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Le rock, c'est le métissage du rythme et des harmonies vocales de la musique noire avec la musique blanche traditionnelle, musiques qui existaient en parallèle depuis 200 ans aux États-Unis, sans jamais se mélanger. Ce sont de jeunes

anglais qui ont fait connaître ce métissage aux jeunes étatsuniens et le courant *folk* étatsunien est mort un mois après le passage des Beatles au *Ed Sullivan Show*, en février '64.

Le *protest song folk* était demeuré un courant marginal, le *protest song* rock est devenu un courant dominant. Le rock « touche une génération d'adolescents blancs des classes moyennes, qui y trouvent intuitivement une réponse physique, voire sexuelle, au cadre puritain de la société blanche traditionnelle », écrivent les auteurs. Selon le folkloriste Alan Lomax, la chanson blanche traditionnelle est bâtie autour du texte alors que la chanson noire s'articule autour du rythme et de la mélodie. La chanson blanche traditionnelle est généralement interprétée par un soliste qui se tient le corps raide et les oreilles molles, tandis que dans la musique noire, plusieurs choristes chantent en harmonie ou en canon et « miment » et dansent la chanson. La chanson blanche divertit, moralise ou instruit, alors que la chanson noire relie les membres d'une communauté, d'une corvée, d'une église ou les invite à la fête.

C'est le métissage de la musique rythmée et sensuelle avec des textes engagés qui a rendu possible l'immense succès du rock et lui a permis de devenir un moyen privilégié pour rallier toute une génération autour de certains idéaux de justice sociale, de défense des

droits humains et des libertés individuelles.

L'espace nous manque pour parler de toutes les formes qu'a pris le rock pour protester. Pensons seulement à Jimi Hendrix entremêlant les sons distordus de sa guitare au rythme du sifflement des bombes pour jouer l'hymne national étatsunien devant la foule de Woodstock médusée. Et ce ne sont pas les causes à défendre qui ont manqué : la discrimination raciale, l'escalade de la guerre au Vietnam, le *Free Speech Movement*, la libération sexuelle, les drogues psychédéliques, la contre-culture, le pacifisme antinucléaire, le féminisme, le droit à l'avortement, la protection de l'environnement, etc.

Ironiquement, concluent les auteurs, la musique contestataire a « été la rampe de lancement d'une forme de domination culturelle américaine qui perdure ». Mais ça c'est une autre histoire... comme dirait l'autre. Un livre bien intéressant pour les jeunes de 17 à 97 ans qui s'intéressent à la politique, à la contre-culture et à la musique des années 1960.

JACQUES BOUCHARD

Yves Delmas et Charles Gancel, *Protest Song — La chanson contestataire dans l'Amérique des sixties*, Les éditions Textuel [Musik], Paris 2005

Les Zapartistes : contre le pire _suite de la page 1.

F. Parenteau : Pour les unes c'est l'agenda féministe avant tout, pour d'autres l'agenda écologiste, ou encore... leur propre agenda... Ça donne une gauche fragmentée sur trois, quatre affaires, alors qu'on sait qu'on pourrait se rejoindre sur le global... Tsé, on pourrait dire : voici trois ou quatre principes sur lesquels on s'entend - et on s'en tient à ça pour travailler ensemble.

Le Couac : Justement, comment prenez-vous les décisions à l'interne ? Si l'un de vous décidait de féliciter Jean Charest sur scène pour un bon coup qu'il aurait fait et que les autres ne soient pas d'accord, comment ça se passerait ?

F. Parenteau : Moi je le ferais, si ça arrivait... mais on attend encore.

C. Vanasse : Concernant le contenu des shows, on a une règle : on se conserve un 10% du contenu du spectacle qu'on n'approuve pas personnellement. Chacun à une marge de 10%, il faut que 90% du contenu nous satisfasse.

F. Patenaude : C'est un droit de veto à l'envers. Le 10% qui nous plaît pas, faut vivre avec.

C. Vanasse : En fait, dans les Zaps, on a parfois l'impression de vivre tous les systèmes politiques imaginables...

F. Parenteau : Des fois on est communiste parce qu'on sépare l'argent également entre nous, des fois on est socialiste parce qu'on veut que tout le monde en profite, mais la plupart du temps on est anarchiste...

Sur le processus de création

Le Couac : Comment écrivez-vous vos spectacles ? Par exemple, le bulletin de brèves qui couvre l'actualité doit être retravaillé régulièrement, souvent avant chaque spectacle. Comment faites-vous pour vous entendre sur le contenu rédigé à la dernière minute ?

F. Patenaude : C'est la loi de la pression de la dernière minute... Et ensuite : le jugement du public.

F. Parenteau : Idéalement, tous les membres du groupe doivent avoir lu et à peu près approuvé un texte avant qu'il soit présenté sur scène.

C. Vanasse : Mais t'as un peu le droit de te casser la gueule.

F. Patenaude : On gère les Zapartistes de A à Z, on n'a pas de gérant ou de compagnie pour nous dire quoi faire et quoi ne pas faire. Alors, on s'en permet...

C. Vanasse : Pour l'écriture et la création, il y a un temps d'incubation absolument indescriptible. Des fois on en parle pendant un mois, deux mois, et puis paf ! tout d'un coup ça sort... Des fois, un numéro ne nous semble pas convaincant, on laisse l'auteur le faire, on le travaille, on le modifie, finalement on finit par le garder, ou non. Il n'y a pas de règle définie. Des fois il y a des textes qui sont arrivés comme ça, sans avertissement, des idées spontanées qui donnent des super bons numéros. Des fois c'est le

contraire et une idée très travaillée finit par ne rien donner. Comme nous n'avons pas de plan de carrière, qu'on ne monte pas un show pour le rouler pendant un an, on essaie plein d'affaires, on tente des expériences.



Les Zapartistes en répétition pour le pique-nique...

Le succès attire les prédateurs

Le Couac : Vous avez organisé le festival *C'pas juste pour rire*, une alternative à celui de Rozon. Vous avez monté un cabaret pour dénoncer les médias. Comment réagit l'empire, depuis que vous êtes des vedettes de la gauche ?

F. Patenaude : Rozon nous a approché deux ou trois fois.

C. Vanasse : Au départ, ils voulaient qu'on fasse un numéro dans un gala... On a refusé. Ensuite ils sont revenus et ils ont dit : « votre show est super trippant, on veut le programmer au complet ». On a dit non. Ils sont revenus encore, ils ont dit : « On vous booke au Cabaret pour X temps ». On a dit encore non.

F. Parenteau : Ils nous ont dit : « venez dire ce que vous voulez, venez nous chier dessus. Faites un show qui démolit juste pour Rire et l'empire Rozon ». Hé !, ça c'est vraiment faire les Fous du roi !

Le Couac : Vous aviez déjà des relations avec Rozon, via l'école de l'humour. Qu'avez-vous enseigné au juste, aux apprentis petits comiques ?

F. Parenteau : J'enseignais « actualité politique et humour », à l'époque. C'était quelque chose que personne ne faisait avant moi. Mais en bout de ligne, je me suis dit que je préférerais l'exemple qu'on donne en spectacle. J'ai trouvé que les étudiants ne sont pas assez familiers avec l'actualité pour l'intégrer à leur matériel. Ils ne savent pas quoi faire, comment intégrer l'actualité politique aux techniques humoristiques. Ils ne connaissent même pas la situation politique.

C. Vanasse : Moi j'enseigne l'improvisation. On me donne l'occasion d'enseigner à faire ça comme du monde, à mettre du contenu politique là-dedans. Je ne pouvais pas dire non. Et la réponse des étu-

dants est super bonne. Mais quand ils sortent de là, ils sont plongés dans le réseau des bars pour se faire un nom, et ça c'est *tough* en tabarnak. Il n'y a pas de salles alternatives pour les aider.

Sur l'avenir des Zaps

Le Couac : Les Zaps ont vécu quelques transformations dernièrement. Geneviève Rochette et Frédéric Savard ont quitté le groupe et vous accueillez Gary Boudreault. Comment s'est-il



PHOTOS: JACQUES BOUCHARD

intégré aux numéros déjà existants sans avoir collaboré à la création ? Gary est-il un Zapartiste ou un Zinvité ?

F. Patenaude : On est dans une période d'expérimentation, Gary prend son aïssance, il expérimente son degré de liberté. Il fait certains de ses propres textes et chansons, vont très bien dans notre style. Il est un invité, comme Gaétan Troutet, notre « accompagnateur musical », qui fait aussi certaines de ses chansons et qui a adapté certaines des nôtres ! Les Zaps, ça a toujours été un certain nombre de personnes autour d'un noyau. Au début on était presque vingt et puis ça s'est resserré tranquillement. Et

maintenant, les Zapartistes, c'est nous quatre en comptant Nadine Vincent.

Le OUI gagne le 24 juin

Le Couac : Vous faites partie du spectacle de la Saint-Jean au Parc Jean-Drapeau, avec Les Cowboys Fringants, les Loco Locass et tous les autres. Comment avez-vous été approché ? Voyez-vous ça comme un événement politique ?

C. Vanasse : On s'enlignait pour faire un show pour la Saint-Jean de toute façon... On l'a fait pendant trois ans déjà. Chaque fois c'était un show politique, avec de la musique politique. Une fois au *Lion d'or*, une fois au *Kola Note* avec les Loco Locass et au *Spectrum* avec les Loco et les Charbonniers de l'enfer... Donc on faisait des *shows* politiques et chansons. Et cette année, La Tribu est arrivée avec cette idée-là, de profiter de la locomotive des Cowboys pour faire un gros événement. Ils ont approché les Loco Locass, qui sont ben malheureux avec leur contrat de disque chez Audiogram. Et les Loco ont suggéré d'appeler les Zapartistes.

Le Couac : Ce spectacle-là ne sera pas facile : garder l'attention de 30 000 personnes avec du contenu politique entre deux *bands*, pendant qu'on change les instruments, c'est pas évident.

C. Vanasse : Ouais, il va y avoir tellement de monde, ça va dépendre des installations techniques. S'il y a des écrans géants, on peut jouer plus dans le détail. Mais ce qu'on voudrait, c'est faire une simulation de la victoire du OUI au référendum sur la souveraineté. On fait toujours la simulation dans nos spectacles de la Saint-Jean. Mais ça aura peut-être pas mal plus de résonance cette année. Au Québec, on veut gagner la souveraineté, on la veut, mais on n'a en mémoire que des images et des sentiments de défaite. On ne visualise jamais la victoire. Le 24 juin, on va la voir, la victoire, je vous le promets...

D'où viennent les Zapartistes ?

Les Zapartistes sont nés à l'époque où l'Aparté, café-bistro-théâtre situé rue Saint-Denis à Montréal, était rempli de passionnés de politique et de théâtre. Nadine Vincent, propriétaire, mettait à l'affiche des lectures de discours et de fictions politiques. Rapidement s'est formé autour de Denis Trudel, François Parenteau (chroniqueur à la radio de Radio-Canada), Christian Vanasse et Frédéric Savard (animateurs radio et mordu d'improvisation), François Patenaude (à ce moment au *Couac*). La comédienne Geneviève Rochette, un groupe d'humour politique qui s'est baptisé Zapartistes en l'honneur de son lieu de naissance et de la lutte des indiens Zapartistes du Chiapas.

L'aventure sur scène a commencé par un cabaret sur les médias qui devait être joué trois ou quatre soirs et qui a finalement été repris « plein de fois », se rappelle avec précision François Patenaude. L'année suivante, *Les Zapartistes contre l'Empire* a été joué 36 fois au *Lion d'or*, à Montréal, et une vingtaine de fois en tournée au Québec. Présentement, on a droit à *Les Zapartistes en chansons*, qui allie chanson, imitation et humour politique. Sans compter qu'ils ont organisé deux éditions du Festival *C'pas juste pour rire*, qu'ils produisent depuis trois ans un spectacle de la Saint-Jean, qu'ils ont fait déborder le *Spectrum* deux soirs de suite l'hiver dernier et qu'ils enfilent les spectacles bénéfiques.

Depuis que Denis Trudel, Geneviève Rochette et Frédéric Savard ont choisi de poursuivre autrement leur carrière, les Zapartistes sont composés de François Parenteau, François Patenaude, Nadine Vincent et Christian Vanasse. Ils sont accompagnés de leurs précieux collaborateurs Gaétan Troutet à l'accompagnement musical et le petit dernier, Gary Boudreault, comédien-chanteur-humoriste, qui apporte aux Zapartistes un côté pince-sans-rire.